

LA RÉSISTANCE ET LES CONCEPTIONS DE L'EUROPE, 1945-1965

Anciens résistants et victimes de la persécution face à la Guerre froide, au problème allemand et à l'intégration européenne

PIETER LAGROU*

SELON UN MYTHE TRÈS RÉPANDU, LA RÉSISTANCE CONTRE LE NAZISME ET LE FASCISME SERAIT À L'ORIGINE DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE. OR, CETTE DERNIÈRE FUT AVANT TOUT UNE RÉPONSE AU PROBLÈME ALLEMAND ET À LA GUERRE FROIDE, DEUX THÈMES QUI DIVISAIENT LES MILIEUX D'ANCIENS RÉSISTANTS ET VICTIMES DU NAZISME. CET ARTICLE PROPOSE UNE ANALYSE DE L'INSTRUMENTALISATION DE LA MÉMOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE À TRAVERS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES, DES MONUMENTS ET DES DISCOURS COMMÉMORATIFS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE L'APRÈS-GUERRE ET DU RÔLE CENTRAL DU CAMP DE CONCENTRATION COMME SYMBOLE DE CETTE 'BATAILLE DE LA MÉMOIRE'.

Toute jeune nation éprouve le besoin d'avoir un passé noble et ancien et, à défaut, s'en invente un ¹. Nombreux ont été les historiens qui ont prêté leur concours à cette entreprise nationaliste, des pères panhellénistes de l'historiographie de la Grèce ancienne ² jusqu'aux auteurs les plus récents, en passant par les nationalistes du XIX^e siècle. L'historiographie du jeune État belge est à ce titre révélatrice. Des historiens, désireux de légitimer rétroactivement l'indépendance de leur État, remontèrent dans le temps jusqu'au peuple décrit par Jules César comme "le plus brave des Gaules", peuple qui donna son nom au nouveau pays en 1830 ³. Les Pays-Bas, dont la Belgique s'était séparée, s'inspirèrent à leur tour du peuple des Bataves qui n'avait jamais été soumis par César. Il en va de même pour l'historiographie de tant d'autres nations à l'identité incertaine ou dont l'intégrité territoriale était menacée (la Bohême, la Pologne...). Même les empires coloniaux s'inventèrent des traditions historiques dans leurs territoires aux frontières artificielles et que les hasards des conquêtes leur avaient confiés ⁴.

La question semble donc bien légitime de savoir si l'embryonnaire nation européenne s'est dotée, elle aussi, d'historiens 'à thèse' dont la mission était de lui créer un passé digne de ses ambitions. Un courant démocrate-chrétien, qui s'est auto-proclamé 'père de l'intégration européenne', se plaît à voir dans l'Europe médiévale l'ancêtre de l'Europe de l'an 2000 : une seule religion chrétienne, une seule langue culturelle, une même éducation

1 Cfr ERIC J. HOBBSBAWM & TERENCE RANGER (dir.), *The invention of tradition*, Cambridge, 1983, 320 p.

2 Cfr M.I. FINLEY, "Myth, Memory and History", in *The use and abuse of history*, Londres, 1975, p. 11-33.

3 Cfr JO TOLLEBEEK, "Enthousiasme en evidentie in de negentiende-eeuwse Belgisch-nationale geschiedschrijving", in *Leidschrift*, 1992 (VIII) n°2, p. 61-82.

4 Cfr Richard BJORNSON, "National identity concepts in Africa : Interplay between european categorization schemes and african realities", in PETER BOERNER (dir.), *Concepts of national identity. An interdisciplinary dialogue*, Baden-Baden, 1986, p. 123-139; BERNARD S. COHEN, "Representing Authority in Victorian India", in E. HOBBSBAWM & T. RANGER (dir.), *op.cit.*, p. 165-210 et TERENCE RANGER, "The invention of tradition in Colonial Africa", in *idem*, p. 211-262.

et une même mobilité des élites⁵. Cette nostalgie du moyen-âge ne fait guère l'unanimité dans une Europe de moins en moins chrétienne, de plus en plus tolérante et diversifiée. Le problème se pose également pour la Renaissance ou le Siècle des lumières, époques de guerres dynastiques peu édifiantes pour l'irénisme de la nouvelle Europe. Les manuels d'histoire de l'intégration européenne reprennent avec une unanimité étonnante une autre origine historique : la Résistance⁶. Selon cette tradition, l'idée européenne serait née simultanément dans les mouvements de résistance à travers l'Europe. Terrifiés par les conséquences d'un nationalisme exacerbé, ils auraient échafaudé le plan d'une Europe unifiée, réalisée depuis par différents traités, du Traité de Rome au Traité de Maastricht. Ce consensus, bien qu'il soit plus le fait de publications de politologues et militants pro-européens que d'études proprement historiques, étonne pour un bon nombre de raisons⁷.

Tout d'abord, il semble qu'on se soit trompé de guerre. Si la Première Guerre mondiale est considérée comme une conséquence du nationalisme agressif des États européens et le pacifisme de l'après-guerre comme antinationaliste et antimilitariste, la Deuxième Guerre est davantage perçue comme une guerre idéologique que comme une guerre nationale. De plus, la dernière guerre fut beaucoup moins européenne et plus mondiale dans ses conséquences que la première.

5 Pour cette Europe dont Saint Benoît aurait été le père et le "Cominform catholique" qui l'a pro-pagée, voir PHILIPPE CHÉNAUX, *Une Europe Vaticane ? Entre le plan Marshall et les traités de Rome*, Bruxelles, 1990, 364 p. et NORBERT GREINACHER, "Du Saint-Empire à la maison commune des hommes : perspectives pour l'Europe de demain", in BERNHARD BEUTLER (dir.), *Réflexions sur l'Europe*, Paris, 1993, p. 177-192.

6 Voir par exemple DEREK URWIN, *Western Europe since 1945. A political history*, Harlow, 1968 [1972, 1981, 1989], p. 20-23 et DUSAN SIDJANSKI, *L'avenir fédéraliste de l'Europe. La Communauté Européenne, des origines au Traité de Maastricht*, Genève, PUF, 1992, p. 23-26. Pour le dernier auteur, l'ouvrage de HUBERT HALIN, *L'Europe unie, objectif majeur de la Résistance*, [Bruxelles/Paris], 1967, analysé ci-dessous, figure comme unique référence.

7 Voir par exemple *Europe. Dream-Adventure-Reality*, Bruxelles, 1987, p. 78-79 et 158-159 ou HENRI RIEBEN, *Des guerres européennes à l'Union de l'Europe*, Lausanne, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, 1987, p. 53-58. Pour la formulation 'classique' par un des pionniers de l'intégration européenne, voir HENRI BRUGMANS, *L'idée européenne, 1920-1970*, Bruges, 1970, p. 95-103. Le mythe 'européaniste' est le plus présent dans les publications allemandes et italiennes. L'europanisme de la résistance antifasciste compense ici un sentiment de culpabilité : d'un côté il y avait des allemands/italiens antifascistes et donc forcément partisans d'une autre Europe et de l'autre côté des résistants dans les pays occupés qui n'étaient pas anti-allemands/anti-italiens mais antifascistes et donc eux aussi partisans d'une véritable union avec l'Allemagne/l'Italie. En même temps, la résistance en Allemagne/Italie n'était pas une résistance à une occupation étrangère; le nationalisme n'y était donc pas une raison pour résister. Voir surtout l'oeuvre de WALTER LIPGENS : *Europa-Föderationspläne der Widerstandsbewegungen 1940-1945 : eine Dokumentation*, Munich, 1968, 547 p.; *A History of European Integration. Vol. I 1945-1947*, Oxford, 1982; *Documents on the history of European integration. Vol. I Continental plans on European Union, 1939-1945*, 1985, 823 p.; *Die Anfänge der Europäischen Einigungspolitik 1945-1950. I Teil 1945-1947*, Stuttgart, 1977, 674 p. Pour l'Italie, voir par exemple GAETANO ARFE (dir.), *L'idea d'Europa nel movimento di liberazione, 1940-1945*, Rome, 1986, 247 p. et ALTIERO SPINELLI, *Il manifesto di Ventotene*, Bologne, 1991, 150 p.



- Le monument commémoratif d'Auschwitz-Birkenau.
(Photo tirée de JAMES E. YOUNG, *The Texture of Memory. Holocaust Memorials and Meaning*, New Heaven/Londres, YUP, 1993)

Par ailleurs, cette tradition paraît avoir de ce qu'elle appelle 'la Résistance' une idée à la fois très abstraite et homogène. Elle s'inspire d'une tradition de mythologies nationales articulées autour de la résistance et qui rencontrait un consensus dans les années 50 et 60 : la 'Résistance' avec une majuscule, unie dans un seul effort commun contre l'ennemi, unie aussi par une seule 'Pensée', elle aussi avec une majuscule. Les recherches sur l'histoire de la résistance ont depuis substitué à cette 'Résistance' sacralisée une réalité bien plus complexe. En France, pour ne prendre que cet exemple, la vision oecuménique d'une résistance née le 19 juin, en réponse unanime à l'appel lancé la veille par le général de Gaulle, ne trouve plus guère d'adhérents. L'invasion par l'Allemagne nazie a provoqué des réactions très différentes dans les pays européens. Les individus ou les groupes qui ont pris l'engagement radical de s'opposer activement à l'occupation l'ont fait pour des motivations très diverses - idéologiques, nationales ou personnelles. Ils étaient d'ailleurs le plus souvent profondément divisés entre eux. Les mouvements de résistance n'ont pas tous, ni à tout moment, défendu sans hésitation la démocratie parlementaire, le gouvernement en exil ou les alliés, pour ne mentionner que quelques-uns des points essentiels de cristallisation. Le programme à réaliser après la guerre donnait lieu, partout en Europe occupée, à des dissensions entre tous ceux qui avaient résisté à l'occupant. D'autant plus qu'entre le communisme, qui était le courant le plus actif dans la résistance à l'échelle européenne, et l'anticommunisme se dressait une barrière quasiment infranchissable.

Comment 'la Résistance' aurait-elle pu arriver à une parfaite entente sur l'avenir politique de l'Europe, alors qu'elle était profondément divisée sur bon nombre de questions de politique intérieure ?⁸ Le seul thème qui rassemblait les mouvements de résistance européens était bien entendu leur hostilité à l'égard de l'occupant allemand. En dépit des efforts louables d'historiens-exégètes se basant sur la presse clandestine, il n'y avait qu'un seul consensus sur l'échiquier international européen après la Libération : l'Allemagne et ses collaborateurs méritaient un châtement impitoyable. L'irénisme de la tradition européeniste oublie le problème allemand qui est la dimension centrale de l'intégration européenne dans ces années de construction, dimension primordiale en particulier pour les résistants et les victimes du nazisme⁹.

L'enthousiasme européeniste de certains historiens contemporains s'explique donc par une idée mythique de 'la Résistance', un concept qui intègre difficilement la réalité fragmentée et entre-déchirée des mouvements de résistance telle qu'elle se présente à

8 L'unanimité prétendue des mouvements de résistance européens, si souvent réitérée, mène chez certains auteurs à des absurdités, comme le mythe de la déclaration de la résistance européenne : voir LOUIS JANZ, "Die Geschichte der europäischen Einigung nach dem Zweiten Weltkrieg", in WERNER WEIDENFELD (dir.), *Die Identität Europas. Fragen, Positionen, Perspektiven*, Munich/Vienne, 1987, p. 81.

9 Voir par exemple W. LIPGENS, *Europa-Föderationspläne...*, p.1; ID., *A History of European Integration*, vol. I..., p. 46-47.

l'historien. De plus, elle est limitée à une conception très particulière de l'Europe, telle qu'elle a vu le jour dans les années 1950-1980. Assimiler l'Europe, dont certains textes fondateurs de la résistance font mention, avec l'Europe de la Communauté économique européenne, ou de la Communauté européenne de Défense ou encore avec l'OTAN, c'est ignorer le contexte international qui a dominé toutes les initiatives de ces années : la Guerre froide, et du même coup, toute cette Europe qu'on vient de redécouvrir depuis la fin de la Guerre froide ¹⁰.

L'histoire se répète, et, ce qui est plus grave, car plus évitable, il en va semble-t-il souvent de même pour l'historiographie. Il est cependant trop facile de se limiter à une critique du courant historiographique européeniste, trop débordant de bonne volonté politique et de naïveté historique pour être vraiment pris au sérieux. La résistance, contrairement aux Belges de César, ou aux Bataves, n'est pas un passé lointain auquel on peut attribuer qualités et frontières selon son goût. Pendant les décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale (période dominée par la Guerre froide et le problème allemand, auxquels la construction d'une Europe occidentale était une réponse), la résistance, ou ceux qui se réclamaient de sa mémoire, était une réalité bien vivante et récalcitrante aux grandes thèses des historiens. Une réalité qui mérite une recherche plus approfondie.

Si la résistance a joué un rôle de légitimation dans une certaine tradition de l'historiographie académique, pourquoi n'aurait-elle pas joué le même rôle dans le débat politique autour de l'héritage idéologique de la résistance ? En effet, sur le plan européen, comme au niveau national, l'interprétation de la Deuxième Guerre mondiale a donné lieu à une "bataille pour la mémoire" ¹¹. Cet article illustrera le parallélisme et même la continuité entre le débat politico-associatif des années 1950 et 1960 et la production historiographique des années 1970 et 1980.

Trois remarques préliminaires servent d'avertissement à cette enquête sur le monde des associations internationales de vétérans de la résistance et de survivants victimes du nazisme. Premièrement, cette recherche se limite aux sources françaises, belges et néerlandaises. Des documents allemands, italiens et des pays de l'ancien bloc de l'Est complèteraient certainement les hypothèses formulées ci-dessous. Deuxièmement, on ne peut assimiler rétroactivement les animateurs des associations d'anciens créées après la guerre, avec l'action, le programme ou les militants les plus actifs sous l'occupation. Plus le temps passe, plus la composition des mouvements et des

¹⁰ Un auteur qui n'a certainement pas fait cette assimilation est TADEUZ WYRWA. Dans son livre *L'idée européenne dans la résistance à travers la presse clandestine en France et en Pologne, 1939-1945*, Paris, 1987, 237 p., il met l'accent sur l'échec de l'eupéanisme des résistants dans une Europe dominée par les deux grands. L'Europe de Wyrwa s'étend jusqu'à l'Oural, mais c'est une Europe chrétienne et anticommuniste.

¹¹ Pour paraphraser GERARD NAMER, dans *La commémoration en France de 1945 à nos jours*, Paris, 1987 [1983], 213 p.

fraternelles s'éloigne de la composition originelle des cadres de l'action clandestine. Troisièmement, si l'action des différentes organisations internationales s'avère plus axée sur le contexte politique contemporain que sur le témoignage de l'expérience vécue pendant la guerre, ceci ne rend nullement suspect l'engagement des anciens résistants et persécutés pour la paix ou la démocratie. Les machinations au sommet étaient inconnues des adhérents, souvent dévoués et inspirés par des intentions les plus honorables.

I. L'euphorie "résistancialiste" internationale de l'immédiat après-guerre, 1945-1947.

La période qui suivit immédiatement la libération fut pour la résistance une période de transition : transition de l'activité clandestine sous l'occupation à une activité légale et à découvert, mais également transition dans la vie politique des pays libérés. La résistance avait des ambitions et des plans préparés pendant les derniers mois de l'occupation. Comblant le vide politique que l'occupant avait laissé derrière lui lors de sa retraite était l'enjeu central que se disputaient partout en Europe la résistance, les gouvernements revenus d'exil ou constitués à l'étranger et les autorités militaires alliées. Avant la restauration d'une légitimité politique et constitutionnelle par des élections, les mouvements de résistance se considéraient comme les représentants de la légalité, comme les interprètes de la volonté populaire de renouveau et non pas comme des clubs de vétérans.

Pendant cette période, le contexte international était la référence centrale. L'élimination des mouvements de résistance en Grèce et en Belgique à la fin de 1944 par des gouvernements conservateurs ayant l'appui actif des Britanniques ou l'écrasement de l'insurrection de Varsovie rendu possible par l'attente stratégique de l'Armée rouge, signifiaient pour les autres mouvements de résistance la fin prématurée du rêve d'une Europe résistante. La future Europe serait l'Europe des trois grands. La guerre n'était même pas finie (leur pays était encore occupé !) que les principaux mouvements néerlandais prenaient déjà leurs distances vis-à-vis de leurs voisins résistants qu'ils considéraient comme subversifs et inciviques.

Par contre, le Conseil national de la Résistance en France et la Grande Commission consultative de l'illégalité aux Pays-Bas avaient permis de regrouper au niveau national la résistance et les forces politiques pour une transition moins conflictuelle. Ces grands corps politiques de la résistance avaient, pour quelques mois encore après la libération, gardé un caractère représentatif et une reconnaissance officielle. Les premières rencontres organisées par ces instances avaient donc plus le caractère de visites politiques officielles que de retrouvailles internationales d'anciens combattants.

Les Journées de Conférences européennes de la Résistance, organisées par le Conseil national de la Résistance à Paris du 10 au 14 juillet 1946, en constituèrent sans doute

l'exemple le plus éclatant¹². La rencontre réunissait des délégations de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne républicaine, de la Grèce, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie. Celles-ci furent reçues par le président Georges Bidault du CNR à un dîner officiel au Quai d'Orsay, suivi de visites au Louvre et aux monuments de l'insurrection de la résistance parisienne, d'une réception au champagne dans le parc du château de Versailles et, en guise d'apothéose, d'une invitation à assister à la tribune d'honneur au défilé militaire du 14 juillet. Ce genre de cérémonie nationale fut évidemment unique, étant donné le caractère forcément temporaire du Conseil national de la Résistance et de la Grande Commission consultative, dont la dissolution était prévue après la reprise de la vie politique normale. Ces rencontres étaient des prises de contact au plus haut niveau, suivies de très près par les gouvernements et toutes les instances politiques.

La représentation internationale de la résistance d'un pays relevait de la diplomatie. Une cérémonie comme celle organisée par le CNR ne cachait pas ses intentions et ses ambitions : ainsi, la France, pour contrebalancer le prestige international et le pouvoir militaire et stratégique des trois grands, se présentait comme la patrie de la résistance européenne¹³. Il en allait de même pour les initiatives prises par Prague, Varsovie, Bruxelles et La Haye : la propagation de l'image de la résistance nationale contribuait à ranger le pays parmi les vainqueurs de la guerre et légitimait, le plus souvent très explicitement, les revendications internationales telles la participation à la politique d'occupation de l'Allemagne ou la prise en considération du pays et de ses représentants au tribunal de Nuremberg. Si le but de ces rencontres était éminemment politique, elles n'étaient pourtant pas des plates-formes pour des grands projets européens. Dans une Europe libérée par les trois grands, la résistance véhiculait avant tout les ambitions nationales de chaque 'petit' pays sur la scène internationale.

Pourtant, les initiatives de ces premières années ne relevaient pas toutes du domaine de la récupération politique. Pendant cette première période euphorique, les mouvements de résistance jouissaient encore de l'élan de popularité qui était le leur depuis la libération. On assistait à un déchaînement d'enthousiasme associatif. Un peu partout fleurissaient des clubs sportifs de la résistance, des clubs touristiques, des cercles culturels, des associations d'électriciens-résistants, de cheminots-résistants, de fonctionnaires-résistants, etc. Rien d'étonnant donc que cette 'associatiomanie' s'étendit au-delà des

12 *Programme des journées de conférences européennes de la Résistance à Paris les 10, 11, 12, 13, 14 juillet 1946* (RIJKSINSTITUUT VOOR OORLOGSDOCUMENTATIE à Amsterdam [RIOD], archives de la Grande Commission Consultative de l'illégalité (GAC), annexe, 184, 14B); rapport au bureau GAC, 2.VII et 23.VII.1946 (*Idem*, 1D).

13 Lettre CNR à la GAC, 27.VII.1946 avec les résolutions des *journées de conférences* (*Idem*, 1D).

frontières. Différentes initiatives se recoupaient en conférences à Paris, Varsovie, Prague et Bruxelles et en organisations embryonnaires aux programmes ambitieux ¹⁴.

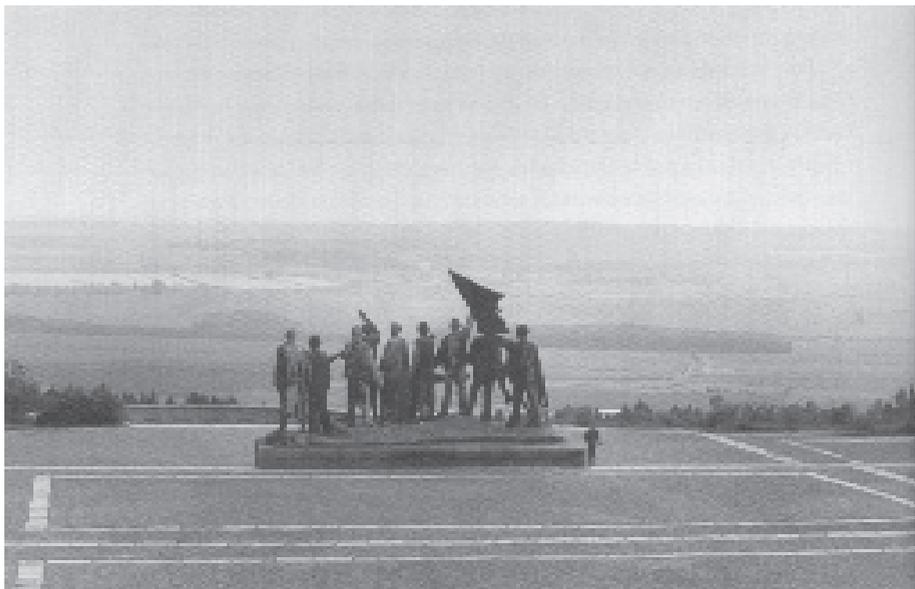
Un des exemples les plus pittoresques de ces premiers mois fut le Centre d'Échanges et d'Informations inter-résistants européens à Paris ¹⁵. Ce centre organisait des échanges touristiques entre résistants français et étrangers et leurs enfants, avec logement dans des familles ou des bâtiments publics, ainsi que des échanges d'informations sur la résistance dans d'autres pays. De plus, le Centre avait élaboré des plans pour des échanges dans le cadre d'un nouvel ordre économique 'résistancialiste'. Le Centre se proposait d'organiser l'échange de 500 montres, produites par des résistants de Franche-Comté, contre 20 tonnes de sucre récolté par des résistants tchèques. Bref, la solidarité résistante était proposée comme un mode d'organisation alternatif aux contraintes monétaires et politiques de l'après-guerre.

Au milieu de cette débordante énergie organisatrice, il était difficile pour les organisations des différents pays de trouver une organisation étrangère correspondant à son propre profil. Les différentes structures associatives du monde résistant étaient très différentes : les Scandinaves et les Néerlandais, en particulier, comprenaient peu de choses au fonctionnement des organisations belges et françaises. Dans cette confusion provoquée par l'enthousiasme international, il est cependant intéressant de constater que des réticences nationalistes motivaient certaines associations.

L'exemple du débat au sein de la Grande Commission consultative néerlandaise illustre cet aspect. Cette commission, constituée à la demande du gouvernement néerlandais à Londres en juillet 1944, unissait en son sein des personnalités résistantes plutôt que des délégués de mouvements fédératifs. La Commission était critiquée pour son manque de représentativité et son élitisme de club de personnalités par une association rivale, la Communauté des ex-Actifs dans l'illégalité. Cette dernière revendiquait de représenter la résistance par l'association personnelle de membres anciens résistants. Le gouvernement néerlandais soutenait la Grande Commission consultative et barrait le plus possible la route à la Communauté, qu'il voyait comme une source potentielle de revendications coûteuses et même comme une forme d'incivisme, puisque ses revendications particularistes étaient un élément de division nationale, alors que le gouvernement avait adopté une politique rigoureuse de consensus national.

¹⁴ La correspondance abondante pour les années 1945-1947, conservée dans les archives de la GAC, 14 B et C, en témoigne.

¹⁵ Lettre à la GAC, Paris, 9.IX.1946 (*Idem*, 14 B).



- Le monument social-réaliste de Buchenwald.
(Photo tirée de JAMES E. YOUNG, *The Texture of Memory. Holocaust Memorials and Meaning*, New Heaven/Londres, YUP, 1993)

L'originalité de la situation néerlandaise dans le contexte international relève d'un double paradoxe. Conservatrice, nationaliste et farouchement anticommuniste, la Communauté refusait toute association internationale formelle. Contactée pour la formation d'une Union de la résistance et des résistants avec des organisations belges et luxembourgeoises, elle répondit : "On voit bien l'intérêt des prises de contact entre les organisations de la résistance dans les divers pays, et de la création d'un service d'entraide. Mais on ne désire point une Union internationale comme vous le proposez. Les résistants ont résisté pour la patrie. L'amour de la patrie, c'est un point capital de la Constitution, sur laquelle notre *Gemeenschap* est fondée. La résistance étant nationale d'origine et de but, on ne comprend point la nécessité d'une formation super-nationale [sic]"¹⁶.

La Commission, quant à elle, étant déjà allergique au 'vétérisme' au niveau national, hésitait à plus forte raison à être impliquée dans un 'vétérisme international'¹⁷. Les tentatives de rapprochement belgo-luxembourgeoises et françaises furent accueillies

16 Lettre Communauté, Eindhoven, 15.X.1945 (*Idem*, 14 B). Cfr aussi lettre *Gemeenschap Oud-Illegale Werkers (GOIW)*, province Groningen à la GAC, 21.III.1946.

17 Déclarations Oranje et Brutel, assemblée plénière GAC, 27.VI.1945 (*RIOD, Archives GAC*, 1C).

froidement. Dès l'été 1945 et à son grand désarroi, la Commission fut contactée par trois organisations de résistance belges, chacune se disant représentative de toute la résistance de son pays, et ce, en vue de former une union BeNeLux de la résistance ¹⁸.

Déjà en juin 1945 les Belges, dont Charlier de l'Armée secrète et Hoste du Front de l'Indépendance, n'avaient obtenu aux Pays-Bas qu'un maigre succès malgré l'envoi d'une délégation du plus haut niveau ¹⁹. Les Hollandais refusèrent leur proposition d'un programme d'action international de lutte pour une paix mondiale et contre le fascisme : ainsi la condamnation du régime de Franco était pour eux un abus politique inacceptable. Ils insistèrent, par contre, en faveur d'une déclaration commune sur la nécessité de poursuivre la guerre contre le Japon, qui était également une guerre de reconquête des colonies néerlandaises, et se limitèrent pour le reste à de vagues déclarations d'amitié entre les peuples.

Quelques mois plus tard, ce fut la Fédération nationale des Anciens de la Résistance française qui créa la confusion. Invités en octobre 1945 à un Congrès international de la Résistance, les représentants néerlandais se sentirent pris au piège : les délégations yougoslave, tchèque et norvégienne n'étaient pas constituées de représentants nationaux, mais de membres de comités d'immigrés de ces pays en France ²⁰. Les Néerlandais eurent aussi des doutes sur la représentativité de leur hôte, la FNAR, et adoptèrent une attitude défensive pour éviter toute prise de position politique. L'entreprise devait mener à la fondation d'une Fédération internationale de la Résistance, nom changé en cours de route en une Union internationale de la Résistance.

De retour de Paris, les délégués néerlandais furent convoqués par le ministre des Affaires étrangères qui leur expliqua l'importance que le gouvernement attachait à la représentation internationale du pays aux manifestations de ce genre, les avertissant de ne pas persister dans leur attitude défensive à l'égard des initiatives internationales, et ce, afin de ne pas ternir la réputation des Pays-Bas à l'étranger ²¹. Les délégués de

18 L'Union nationale de la Résistance, la Fédération nationale de la Résistance et l'Union des Forces de la Résistance et des Résistants, cette dernière basée à Liège (*Idem*, 1C, 14B et C).

19 Les deux représentaient l'Union nationale de la Résistance de Belgique et avaient un mandat de l'*Unio'n van der Letzeburger Freiheitsorganisatien* (Rapport assemblée plénière GAC, 27.VI.1945). L'accord fut signé à Amsterdam le 29.VI.1945 (*Idem*, 1C et 14C).

20 J. DRION & H.W. SANDBERG, *Kort verslag van het internationale Congres van Verzetsbewegingen, gehouden te Parijs op 6 en 7 oktober 1945*, s.l.n.d.; lettre de Sandberg au Lieutenant Nak, bureau renseignements, à Weidener, au chargé d'affaires néerlandais à Paris Boissevin, au ministre des Affaires étrangères et au Premier ministre, 24.XI.1945 (*Idem*, 14 C et ARCHIVES GÉNÉRALES DU ROYAUME à La Haye [ARA], *archives cabinet du Premier ministre*, boîte 127, dossier 355.358 : 351.88 (fédération internationale des mouvements de résistance)).

21 Lettre du ministre van Royen à Sandberg (secrétaire de la GAC), 30.XI.1945 (RIOD, *archives GAC*, 14C), en double dans ARA, *archives cabinet du Premier ministre*, boîte 127.

la résistance furent mis en rapport avec le capitaine Weidener, responsable du service des renseignements néerlandais à Paris, qui suivait de près l'évolution politique de la résistance en France et se proposait comme conseiller pour les relations internationales de la résistance ²².

Suite à l'intervention ministérielle, les représentants de la Commission décidèrent de ne pas prendre le risque d'un désaveu de la part de leur mouvement et participèrent au congrès de fondation de l'UIR qui eut lieu à Paris en février 1946. Ils étaient mandatés et remboursés par leur ministre des Affaires étrangères sans être délégués par leur propre organisation. Leur mécontentement alla crescendo : arrivés à Paris, ils furent confrontés à des statuts et des motions entièrement rédigés et imprimés avant même l'ouverture des débats. Partagés entre leur souci de respecter les directives du ministre et leur crainte d'être désavoués par leur base, ils tentèrent de faire supprimer les déclarations les plus militantes au sujet de l'occupation de l'Allemagne et du régime de Franco ²³. Le scénario se répéta à Prague en mai 1946 : malgré l'agréable surprise du faste de la réception officielle donnée par le régime tchécoslovaque - dîner offert par le président, opéra, visites guidées - les protestations néerlandaises furent à chaque fois ignorées par la délégation française, dont le rapporteur néerlandais observa l'énergie, mais également le "niveau politique et intellectuel pas particulièrement élevé" ²⁴.

Qui plus est, les Néerlandais, au-delà des mémos que leur faisait parvenir le capitaine Weidener, étaient confrontés à des intrigues politiques compliquées. Leur opposition à la fondation d'une section de déportés au sein de l'UIR à Prague, afin d'éviter un double emploi avec l'organisation déjà existante, révéla leur naïveté aux autres délégations. Ne savaient-ils pas que l'organisation des déportés de Varsovie, à laquelle adhérait l'association néerlandaise *ExPoGe*, était anti-résistante et pro-communiste ? Cette association était d'ailleurs également révélatrice de la confusion des initiatives de cette première période : *ExPoGe*, farouchement anticommuniste et ouverte uniquement aux déportés-résistants, avait mis un an et demi pour se rendre compte que le précurseur de la Fédération internationale des Anciens Prisonniers politiques avait exactement le profil inverse du sien : communiste et ouvert à tous les déportés.

22 Déjà en septembre 1945, Weidener avait averti le ministre de l'importance diplomatique d'une représentation de la résistance néerlandaise à Paris. Il avait, pour ce faire, fondé une Ligue des Patriotes néerlandais résidant à Paris. Le Premier ministre avait jugé "hautement désirable" d'avoir une véritable représentation néerlandaise, "de préférence quelqu'un qui a occupé une place centrale dans la résistance dans la zone occupée". Lettre Weidener au ministre des Affaires étrangères, s.d., copie au Premier ministre du 24.IX.1945, et lettre Premier ministre à la GAC, 24.IX.1945 (ARA, archives cabinet du Premier ministre, boîte 127).

23 Discussions bureau GAC, 19.II.1946 et 5.III.1946 (RIOD, archives GAC, 1D).

24 H.W. SANDBERG, *Commentaar op het congres van verzetsbewegingen, gehouden te Praag op 8, 9 en 10 mei 1946; Kort verslag van het congres der Union internationale de la Résistance te Praag, 8, 9 en 10 mei j.l.*, s.l.n.d. (RIOD, archives GAC, 14B) et "Praag. Reis- en Congresindrukken", in *De Zwerver. Weekblad van de stichting LO-LKP*, n°24, 15.VI.1946.

L'UIR elle-même n'était pas neutre : ses congrès étaient boycottés par toutes les personnalités résistantes françaises, et quand le CNR organisa ses Journées de Conférences européennes de la Résistance en juillet 46, c'était, selon le capitaine Weidener, "en premier lieu pour torpiller une fédération internationale qui serait dans les mains de la FNAR"²⁵. Le prestige de l'invitation du CNR convainquit le président tchèque de l'UIR de dissoudre l'organisation dans l'attente d'une initiative prise par le CNR lui-même.

Il n'y eut pas de successeur à l'UIR. Avec la dissolution du CNR disparut la plus importante initiative élaborée pendant ces deux années d'échanges intenses mais peu coordonnés, reflets d'une atmosphère d'enthousiasme et d'ouverture d'esprit. En effet, ces contacts se déroulaient dans une Europe aux contours vagues. Les Français étaient particulièrement actifs, mais tous les cas de figure étaient possibles. Dans les discussions, Tchèques et Néerlandais, Danois et Polonais se trouvaient du même côté de la table face aux Belges et aux Yougoslaves, aux Français et aux Grecs. Une fois les règles du jeu européen modifiées, aucune de ces initiatives ne survécut. Pourtant, cette période d'euphorie résistante et internationaliste ne donna pas lieu à des manifestations pour une Union européenne. Si ces rencontres internationales furent des plates-formes d'une action politique, elles manifestèrent plutôt les revendications des pays libérés, qui, sans avoir massivement contribué à la défaite militaire de l'Allemagne, voulurent quand même participer aux grandes décisions pour l'avenir de l'Europe. Tous défendirent ici en premier lieu leur propre intérêt national concernant l'occupation de l'Allemagne et le châtement impitoyable à infliger lors des procès de Nuremberg, et ils le revendiquèrent forts d'un orgueil national et au nom d'une indépendance reconquise au prix de durs sacrifices. Si internationalisme il y eut, ce le fut pour la continuation de la lutte antifasciste contre Franco, mais même sur ce point le programme ne fit pas l'unanimité, parce que déjà les priorités d'aucuns avaient changé.

Pendant cette première période, qu'on pourrait qualifier de transitoire, le problème de la coexistence des grands corps politiques représentatifs de la résistance et des premières organisations de vétérans, se posa, sur le plan international, en termes de conflit entre représentativité (le CNR, la Grande Commission consultative) et continuité. En effet, les assemblées politiques de la résistance étaient temporaires par définition mais leur auto-dissolution laissa un vide qu'aucune association de vétérans ne put combler. En Belgique et en France, de nombreuses organisations d'anciens résistants poursuivirent une activité associative, mais n'arrivèrent guère à unir leurs efforts sur un plan national, sauf lorsqu'il s'agit de protester contre les déficiences de l'épuration (tel le Comité d'Action et de Vigilance en Belgique). Aux Pays-Bas, les deux associations, l'une

²⁵ Lettre Weidener à Sandberg, Paris, 18.II.1945; coupure de presse protestant contre l'UIR comme manoeuvre de la FNAR : *Ce Soir*, 19.III.1946 (*RIOD, archives GAC, 14C*); discussion bureau GAC, 23.VII.1946 (*RIOD, archives GAC, 1D*).

communisante et l'autre ultra-nationaliste et royaliste, restèrent cloisonnées dans une marginalité voulue par les autorités politiques et par les grandes personnalités de la résistance néerlandaise.

Cette instabilité et cette marginalité des organisations de résistants, combinée à un glissement dans la mémoire collective de la guerre, de l'héroïsme de la résistance vers le martyr de la déportation, glissement qu'il n'appartient pas d'analyser ici, eurent pour effet que la représentation de la résistance nationale fut reprise par des associations de persécutés - appelés 'déportés' en France et 'prisonniers politiques' en Belgique et aux Pays-Bas. Ces organisations avaient trouvé à travers la souffrance commune de leurs membres, des bases plus solides de solidarité et une plus grande représentativité nationale. Qu'il s'agisse d'organisations regroupant tous les déportés ou uniquement des déportés-résistants, ces organisations incarnaient à la fois l'héroïsme et le martyr, la résistance et la souffrance, formant souvent, de manière combinée dans le nom ou dans une confusion voulue, deux facettes considérées comme inséparables d'une même médaille.

II. Les débuts de la Guerre froide, 1947-1951. Le débat lancé, les organisations paralysées.

L'année 1947 constitua une rupture pour les associations de résistants et de persécutés. Sur le plan international, les relations entre les trois alliés vainqueurs de la guerre se détériorèrent rapidement et, en Europe, deux blocs de pays satellites se démarquèrent. Sur le plan national, la fracture se concrétisa par le départ des communistes du gouvernement en France et en Belgique - aux Pays-Bas, les communistes, comme les socialistes dans l'entre-deux-guerres, n'y étaient jamais entrés. La radicalisation des différends entre communistes et anticomunistes paralysa la vie associative de la plupart des mouvements et fut à la base d'une période de débats interminables, de schismes et d'exclusions. Les organisations de résistants et de persécutés, les 'milieux de mémoire' de la Seconde Guerre mondiale, furent plus concernés encore que d'autres milieux, tel le monde syndical où des schismes comparables se produisirent, parce que la Guerre froide déclencha une guerre idéologique autour de la mémoire de la dernière guerre.

Derrière les enjeux symboliques et les buts politiques directs se confrontaient deux visions, deux modes d'interprétation du dernier conflit mondial. Pour l'école 'antifasciste', le fascisme agressif qui avait causé cette guerre était le stade ultime du capitalisme²⁶. Déraciner le fascisme supposait, pour ce courant, changer les structures

26 Le discours politique décrit ci-dessous n'est pas à confondre avec les études marxistes du fascisme, qui dès les années 1920 élaboraient une analyse novatrice du phénomène. Voir ANTONIO GRAMSCI, *Sul fascismo. L'analisi del fenomeno fascista negli scritti più significativi di Antonio Gramsci presentati da Enzo Santarelli*, Rome, 1974, 435 p.; LEO TROTZKI, *Wie wird der Nationalsozialismus geschlagen ? Auswahl aus 'Schriften über Deutschland'.* Herausgegeben von Helmut Dahmer. Eingeleitet von Ernst Mandel, Francfort-sur-le-Main,

qui avaient permis son ascension, conformément à la revendication centrale de tant de mouvements de résistance, qui voyaient dans leur combat une lutte de libération sociale. Dans le contexte de la Guerre froide, la politique d'occupation de la zone occidentale de l'Allemagne faisait totalement l'inverse de ce que cette 'politique antifasciste' demandait. Le bloc de l'Ouest décida de réarmer l'Allemagne, de relancer son industrie - ses trusts complices d'Hitler selon la terminologie de l'époque - et de se servir de l'Allemagne de l'Ouest comme point de force économique et militaire de son alliance anti-soviétique. En raison de leur expérience indispensable pour la reconstruction, il épargnait les anciens nazis aux postes de commandement dans l'industrie et l'administration. Ainsi, s'ouvrait la voie aux revanchards et aux néo-nazis. Vue sous cet angle, l'Allemagne occidentale était l'héritière directe de l'Allemagne nazie : l'Allemagne de *IG-Farben* et de *Krupp*, de la *Wehrmacht* (rebaptisée *Bundeswehr*), de l'antisémitisme et des clubs d'anciens SS. L'Allemagne de l'Est avait quant à elle entrepris la dénazification, elle avait changé les structures qui avaient permis le succès du nazisme et pris en main la rééducation de son peuple nazifié. Si menace, militarisme et course aux armements il y avait, ceux-ci ne pouvaient venir que de l'Occident, tandis que l'Est, transformé, était animé par une volonté de paix des plus sincères. Dans cette optique, une Europe faite avec la RFA était une trahison de la lutte antifasciste.

Si le point de départ de cette école 'antifasciste' était largement partagé par une grande partie de la presse clandestine sous l'occupation, les identifications caricaturales qu'en firent les communistes après la guerre diminueront rapidement la popularité de cette vision, qui ne perdra pourtant jamais entièrement son attrait dans les milieux non-communistes.

Les anticommunistes opéraient une assimilation plus directe encore entre les ennemis d'hier et ceux du moment. Ce qu'on pourrait appeler l'école 'totalitariste' mettait sur pied d'égalité nazisme et communisme par le biais du concept de 'régimes totalitaires'. Pour cette école, la résistance était une lutte pour les libertés civiles et pour les droits de l'homme contre un régime de terreur. À partir des années 1950, l'école totalitariste produira des modèles académiques plus ou moins sophistiqués pour comparer nazisme et communisme, le plus connu étant celui de Hannah Arendt ²⁷. L'État 'totalitaire' aspirait à diriger toutes les sphères de la vie publique - l'éducation, la culture, la presse

299 p.; NICOS POULANTZAS, *Faschismus und Diktatur. Die Kommunistische Internationale und der Faschismus*, Munich, 1973, 398 p.

27 HANNAH ARENDT, *The origins of totalitarianism*, New York, 1951. Le concept de totalitarisme date bien entendu d'avant la Guerre froide. Les premiers auteurs à le lancer furent, dès les années 1920, des Italiens, qui eux aussi, comparaient le caractère révolutionnaire-terroriste du fascisme et du communisme. Pourtant, pendant les années 1930 et 1940, le 'totalitarisme' fut surtout un modèle d'analyse du fascisme; ce n'est qu'à partir du début des années 1950 qu'on peut parler d'une véritable 'école totalitariste', reformulant le concept en modèle général d'analyse du stalinisme. Si politologues et propagandistes partageaient le même 'air du temps', on ne peut tout même pas assimiler les modèles académiques aux caricatures de la propagande anticommuniste. Voir WALTER SCHLANGEN, *Die Totalitarismus-Theorie. Entwicklung und Probleme*, Stuttgart/



- La synagogue édifée à Dachau.
(Photo tirée de JAMES E. YOUNG, *The Texture of Memory. Holocaust Memorials and Meaning*, New Heaven/Londres, YUP, 1993)

et les organisations sociales - par la propagande, par un système de contrôle et par une répression systématique à grande échelle. L'intégration de l'Europe occidentale ou atlantique devint ainsi la première condition militaire et économique du succès durable de la lutte anti-totalitaire, commencée contre Hitler et continuée contre l'Union soviétique²⁸.

Dans le débat politique - le niveau de la propagande - l'assimilation entre nazisme et communisme passa par le lieu symbole de la souffrance dans le troisième *Reich* : le camp de concentration. Par une activité continue, certes d'abord très marginale, mais dès le début des années 1950 généralisée et officiellement acceptée, des comités d'action et des publications compareront explicitement camps de concentration et camps de détention d'Union soviétique.

Berlin/Cologne/Mayence, 1976, 167 p.; ABBOTT GLEASON, *Totalitarianism. The inner History of the Cold War*, Oxford, 1995, en particulier p. 143-166 et IAN KERSHAW, "Retour sur le totalitarisme. Le nazisme et le stalinisme dans une perspective comparative", in *Esprit*, I-II.1996, p. 101-121.

28 Les premiers plaidoyers pour l'intégration européenne et les premiers manuels étaient très explicites à cet égard. Voir, par exemple, R.G. HAWTREY, *Western European Union. Implications for the United Kingdom*. Royal Institute of International Affairs, Londres, 1949, p. 26 et, du futur prix Nobel d'économie MAURICE ALLAIS, *L'Europe unie, route de la prospérité (Grand Prix de la Communauté atlantique)*, Paris, 1960, p. 13-14.

La campagne commença en sourdine dès la fin de la guerre. Lors du rapatriement des premiers détenus des camps de concentration, des travailleurs et des prisonniers de guerre, des bruits bien orchestrés coururent simultanément en France, en Belgique et aux Pays-Bas faisant état de résistants ou de prisonniers ayant été transférés directement d'un camp nazi à un camp stalinien. Par là était démontré, selon les anticommunistes, que la libération des camps par l'Armée rouge n'avait pas été une vraie libération, mais simplement le remplacement d'un régime de terreur par un autre. Des missions d'enquête, organisées dans les trois pays par les autorités responsables du rapatriement, opposèrent des démentis formels. Il s'agissait le plus souvent de Français, de Belges ou de Néerlandais volontaires de la *Wehrmacht* ou de la SS, détenus en captivité régulière par les Soviétiques mais qui prétendaient, sous une fausse identité, avoir été déportés en tant que résistants. Aux Pays-Bas, où le gouvernement menait des négociations diplomatiques particulièrement difficiles avec l'URSS au sujet du rapatriement réciproque de Soviétiques des Pays-Bas vers l'URSS et de Néerlandais de l'URSS vers les Pays-Bas, le gouvernement alla jusqu'à faire procéder à l'arrestation de calomnieux qui continuaient à répandre des bruits dont la mission de rapatriement avait prouvé le caractère mensonger ²⁹.

Le rapatriement était également un enjeu de la Guerre froide en sens inverse : Américains, Britanniques et Français rapatrièrent jusqu'en 1947 les personnes déplacées de nationalité soviétique, même contre leur volonté, comme il avait été prévu à Yalta ³⁰. Ce n'est qu'à partir de 1947 qu'ils commencèrent à les considérer comme des réfugiés politiques pour qui le rapatriement forcé signifierait dans le meilleur des cas l'exil au goulag. À partir de 1949, la diplomatie américaine franchit le pas et se sert dans la propagande officielle du syllogisme goulag = camp de concentration nazi => communisme = nazisme ³¹.

29 Cfr M.A.P. VAN DEN BERG, "De repatriantenkwestie na 1945. Terugkeer van Nederlanders uit de Sovjet-Unie", in M.L. ROHOLL, E. WAEGEMANS & CEES WILLEMSSEN (dir.), *De Lage Landen en de Sovjetunie. Beeldvorming en betrekkingen*, Amsterdam, 1989, p. 11-27.

30 Cfr WOLFGANG JACOBMEIER, *Vom Zwangarbeiter zum Heimatlosen Auslander. Die Displaced Persons in Westdeutschland, 1945-1951*, Gottingen, 1985, p. 123-151; MARK ELLIOTT, *Pawns of Yalta. Soviet refugees and America's role in their repatriation*, Urbana/Chicago/Londres, 1982 et le livre à scandale de NICHOLAS BETHELL, *The last secret: forcible repatriation to Russia, 1944-1947*, Londres, 1974, 224 p.

31 La première trace de l'officialisation de cette équation se trouve dans l'article "U.S. asks U.N. study on slave labour in Soviet Union", in *Department of State Bulletin*, 27.II.1949, p. 248-249, cité par NOLAN, CATHAL J. "Americans in the Gulag : detention of U.S. Citizens by Russia and the onset of the Cold War, 1944-49", in *Journal of Contemporary History*, 1990 (XXV), p. 523-545. Nolan défend le point de vue que le manque de respect pour les droits individuels en Union soviétique "made it additionally difficult for officials in Washington to avoid seeing a parallel between the Soviet Union and nazi Germany", mais son article fait un amalgame de trois problèmes distincts : le rapatriement forcé de Soviétiques par les Américains, le cas de 350 femmes soviétiques mariées à des diplomates américains et celui de 2.000 Soviétiques qui revendiquaient la nationalité américaine et dont 220 auraient été soumis à des travaux forcés.

À la fin des années 1950, le camp de concentration devint la métaphore anticommuniste pour le bloc soviétique tout entier. Après une visite au rideau de fer, un des propagandistes anticommunistes les plus actifs rapporta les propos suivants : “Le seul danger qui semble subsister en Allemagne est celui qui vient du totalitarisme et le vent de ce totalitarisme souffle de l’Est et non d’ailleurs. Les barbelés près de Helmstedt, à la ligne de démarcation, entourent un gigantesque camp de concentration, où est cloîtré un peuple tout entier qui pourtant aspire à vivre libre”³².

Dans cette campagne idéologique consistant à identifier l’ennemi d’hier avec l’ennemi du moment, les anciens détenus des camps nazis étaient mobilisés comme autorités morales ou experts, grâce à leur expérience vécue du ‘monde concentrationnaire’. À la fin des années 1940, l’offensive vint du côté des anticommunistes qui lancèrent un appel pour la création de comités d’investigation chargés de vérifier l’existence de camps de concentration en Union soviétique. L’affaire fut portée devant les Nations Unies par les États-Unis en 1949. Des activistes militaient partout dans le monde : aux États-Unis pour la *Federation of Former Totalitarianism Prisonners*, aux Pays-Bas pour le Comité de lutte contre le système concentrationnaire de l’industriel socialiste et ancien déporté Van Staal³³ et en France pour l’action menée par l’ancien déporté et publiciste David Rousset³⁴.

Rousset, dont les livres *L’univers concentrationnaire* et *Les jours de notre mort* figuraient parmi les témoignages de la déportation les plus connus et les plus influents, avait été en février 1948 cofondateur du Rassemblement démocratique révolutionnaire, un parti de gauche non-stalinien. Dans le parti, il défendit la ligne ‘atlantiste’ et sollicita le soutien financier du *Department of State* américain, ce qui lui valut d’être désavoué par des ‘neutralistes’. En novembre 1949, alors que son parti était déjà moribond, Rousset publia un appel aux organisations d’anciens déportés pour la constitution d’une Commission d’enquête contre le régime concentrationnaire³⁵.

32 Reportage de HUBERT HALIN au sujet du “voyage d’étude de la Résistance en Allemagne de l’Est”, in *La Voix internationale de la Résistance*. Numéro spécial : *les deux Allemagnes*, I-II.1960. Pour les activités de Halin, cfr *infra*.

33 Van Staal tenait le cabinet du Premier ministre néerlandais au courant de toutes les activités de son Comité : pétitions, conférences de presse, chaînes de correspondance etc. (*MINISTERIE VAN ALGEMENE ZAKEN* [Binnenhof 20 à La Haye], *archives cabinet du ministre-président*, camps de concentration (1954-1965), dossier 355.358:343.819.5) [cité désormais *ACMP, dossier KZ*].

34 ÉMILE COPFERMANN, *David Rousset. Une vie dans le siècle*, Paris, 1991, p. 113-142 (pour le financement américain, voir p. 108-110) et ID., “Les occultations de la mémoire : le procès contre ‘Les Lettres françaises’ et la Commission d’enquête internationale sur les camps de concentration”, communication au congrès international *Histoire et mémoire des crimes et génocides nazis* organisé par la *Fondation Auschwitz* à Bruxelles du 23 au 27 XI.1992. Rousset devint par la suite journaliste au *Figaro*.

35 Pour le texte de l’appel, voir ID., *David Rousset...*, p. 197-209.

La commission devint internationale en 1950. Elle avait son siège à Bruxelles et était présidée par Georges André, un des fondateurs de l'Armée secrète, mouvement de résistance royaliste. Rousset fut accusé en France par un ancien déporté communiste, Pierre Daix, de calomnies et de mensonges dans un article de presse ensuite diffusé à 200.000 exemplaires par d'anciens déportés communistes en uniforme rayé, mais il gagna le procès en diffamation. Par ailleurs, l'enquête internationale en URSS ne se réalisa jamais, suite au refus des autorités soviétiques de coopérer. Un 'procès international' organisé en mai 1951 avec beaucoup de publicité fut uniquement basé sur des documents et des témoignages. Par la suite et pour contrer les accusations d'anti-soviétisme, la Commission internationale contre le régime concentrationnaire mena des enquêtes en Espagne, en Grèce, en Chine, en Tunisie et même en Algérie en 1957. Elle cessa son activité en 1959, faute de moyens financiers. Van Staal, le président néerlandais du Comité de lutte contre le système concentrationnaire, déclara en octobre 1959 que la liquidation de la Commission était inévitable, "maintenant que la situation politique avait changé depuis la visite de Khrouchtchev à Washington, et que l'Amérique avait arrêté ses subventions"³⁶.

Les répercussions de cette action d'anciens déportés au sein du monde associatif furent immédiates. En France, l'activisme de Rousset décida les anticommunistes réunis au sein de la Fédération nationale des Déportés et Internés résistants et patriotes (FNDIRP) autour du père Riquet, à quitter le mouvement après une cohabitation conflictuelle et à rejoindre l'ennemi héréditaire, la Fédération nationale des Déportés et Internés résistants (FNDIR) dans une nouvelle Union nationale des Associations de Déportés et Internés de France (UNADIF)³⁷. En Belgique, l'association nationale unitaire, modèle de cohésion au plan européen, la Confédération nationale des Prisonniers politiques et Ayants droit (CNPPA) fut elle aussi désertée sur son flanc droit suite à la création d'une Union belge des Prisonniers politiques et Ayants droit de la Résistance. Aux Pays-Bas, le mouvement *ExPoGe* avait toujours été farouchement anticommuniste, mais sous l'égide de son président Van Staal, il fut de plus en plus entraîné dans l'activisme du Comité de lutte mis sur pied par ce dernier.

36 Van Staal devant l'assemblée de l'association d'Amsterdam de *ExPoGé*, l'organisation des prisonniers politiques résistants néerlandais, le 7.X.1959, publié dans *Aantreden*, la revue de *ExPoGé*, n° 36, XI.1959. L'article, envoyé par la filiale néerlandaise de la FIR [cfr. *infra*] à son président à Vienne, André Leroy, fut ré-expédié à Charles Joineau de la FNDIRP à Paris, avec la mention : "Il est intéressant de constater que pour certains la détente ne paye pas" (FNDIRP [centre de documentation, 10 rue Leroux, Paris XVIe], *dossier activités FIR, 1951-1979*).

37 "Nos congrès nationaux à Dijon. Allocution du R.P. Riquet à la séance de clôture", in *Le déporté*, XI.1985, p. 9-10. L'appel de Rousset était explicitement adressé à la FNDIRP et la FNDIR. Rousset s'était assuré d'avance du soutien d'André Weil à la FNDIR et de celui de Riquet à la FNDIRP.

Sur le plan international, si l'on excepte les divers comités d'action anti-soviétiques, la seule organisation active à l'époque était la Fédération internationale des Prisonniers politiques (FIAPP), fondée à Paris en 1947, mais basée à Varsovie et active depuis février 1946. Son activité était à la fois cause et effet des déchirures au niveau national. D'un côté, la FIAPP militait au sein du Conseil mondial pour la Paix contre le réarmement allemand et la politique du bloc occidental et irritait ainsi les non-communistes dans les mouvements nationaux adhérents. De l'autre côté, le départ des anticommunistes au plan national radicalisait inévitablement la politique de la FIAPP, car il subsistait de moins en moins d'opposition pour faire contrepoids.

III. La contre-attaque communiste : la Fédération internationale des Résistants et 'la guerre des camps', 1951-1965.

L'action de la FIAPP ne prit vraiment son essor qu'au moment de la transformation de l'association en Fédération internationale des Résistants (FIR) en 1951. L'organisation déménagea de Varsovie à Vienne - une opération destinée selon les anticommunistes à masquer la mainmise de Moscou sur ses activités - tout en établissant ses bureaux dans le secteur soviétique de la ville. Le changement de nom élargissait son champ d'action et son recrutement : la FIR voulait unir tous les résistants et tous les persécutés - donc aussi bien les résistants qui n'avaient pas été déportés que les déportés qui n'avaient jamais été résistants. Dès sa création, l'organisation lança une contre-offensive idéologique, et elle aussi choisit le camp de concentration comme cible symbolique de son action.

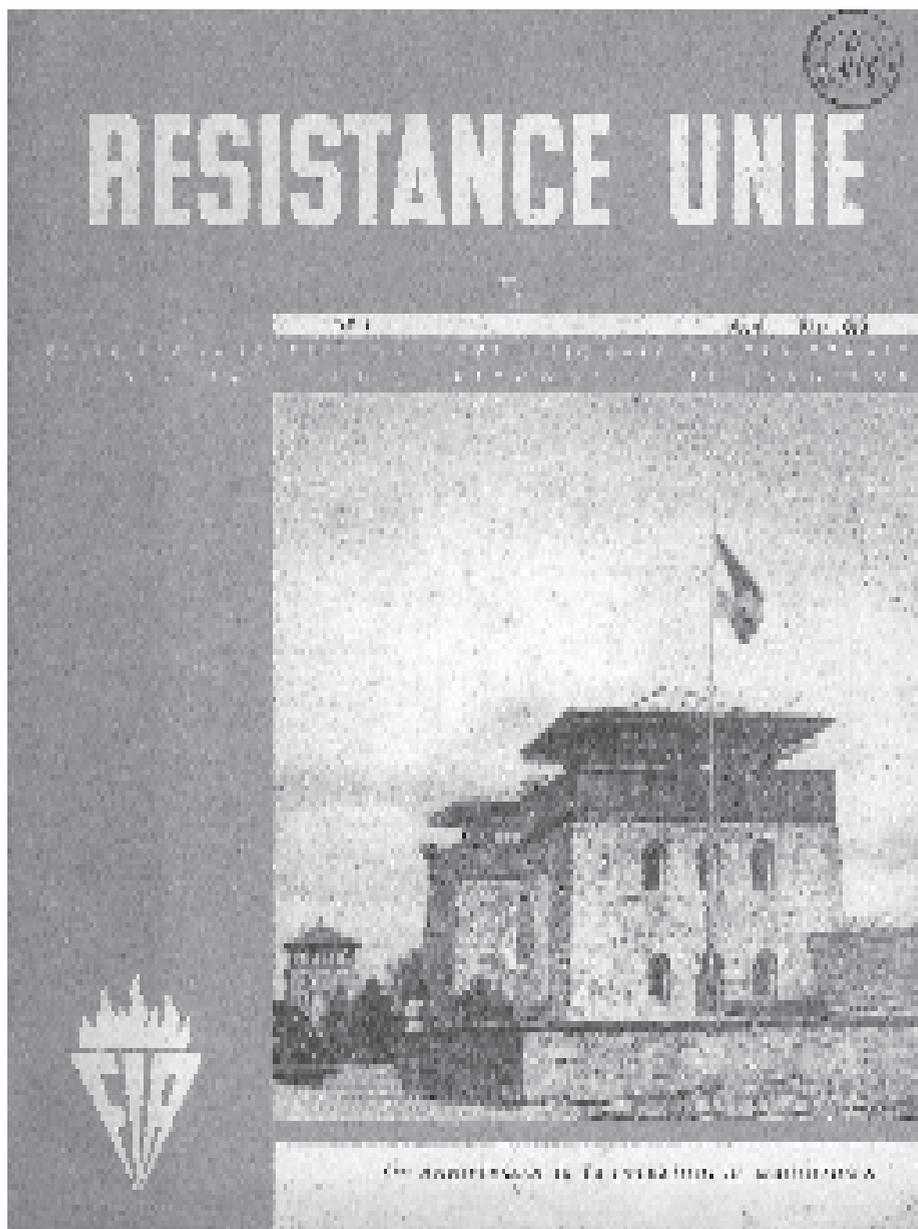
En septembre 1953, le bureau de la FIR réuni à Berlin, formula ainsi le programme de l'organisation : "Le bureau décide [...] de demander aux associations de la FIR de mener une large campagne de propagande et d'explication pour rendre évident à tous les patriotes, dont le pays est menacé par le militarisme allemand, l'immense danger qui menace leur patrie; de recueillir et de rassembler, avec l'aide du Comité des Résistants antifascistes de la RDA et de la VVN en Allemagne Occidentale, la documentation nécessaire pour démasquer la politique annexioniste et militariste du régime Adenauer, ses méthodes de terreur fasciste et pour réduire à néant les arguments avancés par les partisans de 'l'Armée européenne'. Ce matériel devra être diffusé dans tous les pays. [...] Le bureau insiste sur l'importance qu'il y a pour la FIR et les organisations nationales de se préoccuper de l'aménagement, en lieux de souvenir rappelant la barbarie nazie et les héroïques sacrifices de la Résistance, des camps de concentration, prisons, lieux d'exécution, emplacements des combats de la Résistance, etc., d'y ériger des monuments et d'y organiser régulièrement des pèlerinages, des manifestations commémoratives en appelant largement la population à y participer"³⁸.

³⁸ Réunion du bureau de la FIR, Berlin, 15, 16, 17 IX.1953 (FNDIRP, *dossier FIR*).



La FIR ne se limita pas à des déclarations militantes; le bureau était bien organisé et disposait d'un réseau d'activistes efficace. Le programme cité ci-dessus fut réalisé, à partir surtout du deuxième congrès de la FIR (1954), par la création de Comités internationaux des camps, par l'action d'amicales nationales de survivants de certains camps sous influence communiste et par l'aménagement des sites des camps de concentration situés en Allemagne de l'Est (Buchenwald, Sachsenhausen, Ravensbrück) ou en Pologne (Auschwitz). Le dixième anniversaire de la libération des camps fut le premier objectif de cette action. Ces célébrations - selon la décision prise par la FIR en 1953 - devaient "constituer, par le rappel des crimes nazis, de puissantes manifestations contre la renaissance du militarisme allemand"³⁹. Les événements de 1956 - le XX^e congrès du PCUS à Moscou et la répression des 'printemps d'octobre' en Pologne et en Hongrie - poussèrent les communistes au sein de la FIR à redoubler leurs efforts

39 Lettre du secrétariat de la FIR aux associations nationales, Vienne, 24.IX.1954 et *FIR. Compte rendu de la réunion du bureau, Rome, 26.27 et 28 octobre 1956*, 155 p. (exemplaire Ch. Joineau) (FNDIRP, dossier FIR) . Voir aussi l'édition de mars-avril 1955 de *Résistance unie*, le périodique de la FIR, entièrement consacré à l'action conjuguée de la commémoration du dixième anniversaire de la libération des camps et de la mobilisation contre le réarmement.



- Ci-dessus, premier numéro (avril-mai 1953) de *Résistance unie*, le périodique de la pro-communiste Fédération internationale de la Résistance (FIR). Ci-contre, l'anticommuniste *Voix internationale de la Résistance*, dirigée et entièrement rédigée par Hubert Halin.

: pour riposter aux attaques, ils choisirent l'offensive idéologique et commémorative comme meilleure défense⁴⁰.

Les comités internationaux affiliés à la FIR étaient les comités d'Auschwitz, de Buchenwald, de Dachau, de Mauthausen, de Ravensbrück et de Sachsenhausen. Parmi eux, le comité de Buchenwald était au départ le plus prestigieux, de par le rayonnement des activités du comité international de communistes qui avait organisé la résistance au camp à la fin de la guerre. Le comité pouvait compter sur le soutien du gouvernement de la RDA et publiait un nombre important de brochures et livres commémoratifs⁴¹.

Buchenwald fut le premier centre de gravité de l'activité commémorative de la FIR. Depuis février 1947, une organisation de victimes du nazisme, membre de la FIAPP puis de la FIR, la *Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes*, était active dans la partie de l'Allemagne occupée par les Soviétiques⁴². Dès avril 1948, elle oeuvra pour l'érection d'un monument sur le site de l'ancien camp, près de Weimar. Après des conflits internes entre communistes et non-communistes, elle fut transformée en 1953 en un Comité de Résistants antifascistes plus discipliné (*Komitee der Antifaschistischen Widerstandskämpfer*), unissant les amicales des principaux camps, plus une section d'agitation et de propagande. La commémoration du dixième anniversaire de la libération du camp fut officiellement célébrée en présence des personnalités politiques du pays, avec annonce de l'inauguration d'un monument international, prévue pour 1958. Les délégations étrangères furent invitées aux frais du gouvernement est-allemand⁴³. Quant aux fonds pour la construction du monument, ils furent également collectés en RDA⁴⁴.

40 Pour un bref aperçu de l'impact de ces événements dans les milieux communistes, voir MICHEL DREYFUS, "1956: l'année terrible", in *Communisme*, n° 29-31, 1991, p. 237-247.

41 Ceux-ci, selon Hermann Langbein, témoignaient tous de l'esprit partisan du Comité. Ainsi le rôle de Eugen Kogon, qui sauva la vie à de nombreux détenus sans consulter le comité de résistance, fut ignoré; en même temps fut entretenue la légende de 'l'auto-libération' du camp, ceci pour minimiser le rôle de l'armée américaine, à qui Buchenwald doit d'avoir été libérée. Cfr HERMANN LANGBEIN, "Unterlagen zu meinem Diskussionsbeitrag 'Internationale Organisationen der Überlebenden der nationalsozialistischen Konzentrationslager ab 1954 bis heute - vor allem Auschwitz betreffend', am 25.11.92 um 15 Uhr 15", communication au congrès international *Histoire et mémoire des crimes et génocides nazis...*, p. 1 et 4.

42 Cfr PETER SONNET, "Gedenkstätten für Opfer des Nationalsozialismus in der DDR", in ULRIKE PUVOGEL (dir.), *Gedenkstätten für Opfer des Nationalsozialismus. Eine Dokumentation. Schriftenreihe der Bundeszentrale für politische Bildung, Band 245*, Bonn, 1987, p. 769-806; EVE ROSENHAFT, "The Uses of Remembrance: The Legacy of the Communist Resistance in the German Democratic Republic", in FRANCIS R. NICOSIA & LAWRENCE D. STOKES (dir.), *Germaines Against Nazism. Nonconformity, Opposition and Resistance in the Third Reich*, New York/Oxford, 1990, p. 369-388; CLAUDIA KOONZ, "Between Memory and Oblivion: Concentration Camps in German Memory", in JOHN R. GILLIS (dir.), *Commemorations. The Politics of National Identity*, Princeton N.J., 1994, p. 258-280; SARAH FARMER, "Symbols That Face Two Ways: Commemorating the Victims of Nazism and Stalinism at Buchenwald and Sachsenhausen", in *Representations*, n° 49, hiver 1995, p. 97-119.

43 "Hier cauchemar, aujourd'hui espoir", in *Bulletin intérieur d'information et de liaison de l'amicale des déportés politiques de Mauthausen*, n° 38, VI.1954.

44 Compte rendu du bureau de la FIR, Rome, 26, 27 et 28 X.1956, rapport d'activité d'André Leroy, p. 21 (FNDIR, dossier FIR).

L'inauguration du monument par Ulbricht, le secrétaire du comité central du Parti communiste est-allemand, fut perçue comme une provocation par les représentants non-communistes des amicales nationales de Buchenwald présents sur les lieux. Selon leurs témoignages, Ulbricht dédia cinq minutes de son discours aux morts du camp et une demi-heure aux accusations contre l'OTAN et la République fédérale⁴⁵. En 1960, à la cérémonie pour le quinzième anniversaire de la libération du camp, Erich Honecker formula la signification 'antifasciste' du monument : "Nous pouvons l'annoncer à nos amis étrangers : la promesse de Buchenwald a été réalisée dans la RDA. Le fascisme a été extirpé chez nous jusqu'à la racine, pour qu'en RDA, le premier État de paix allemand, il ne puisse plus jamais relever la tête"⁴⁶.

Le message central que devait propager l'exposition au site de Buchenwald, ainsi qu'aux camps de Ravensbrück et de Sachsenhausen, fut explicité par la suite dans le *Statut der Nationalen Mahn- und Gedenkstätten* du 28 août 1961 : on y mettait l'accent sur le rôle de la classe ouvrière allemande dans la lutte contre le fascisme, sur celui du Parti communiste comme organisateur de la résistance, sur la résurrection du fascisme et du militarisme en RFA, et sur le rôle historique de la RDA⁴⁷. À l'inauguration du monument international du camp de Sachsenhausen en avril 1961, c'est à nouveau Ulbricht qui prit la parole en tant que président du Comité du Mémorial, suivi par André Leroy, le président de la FIR, qui déclara que l'inauguration du mémorial devrait "renforcer la lutte contre la politique de revanche et d'agression" de la RFA⁴⁸.

Par ailleurs, le contrôle des amicales nationales n'était pas toujours garanti. En France, la plupart des amicales étaient des filiales de la FNDIRP et étaient logées dans le même bâtiment au 10, rue Leroux, dans le XVI^e arrondissement de Paris. Cette situation remontait à l'époque du précurseur de la FNDIRP, la Fédération nationale des Centres d'Entr'aide des Internés et Déportés politiques, la structure d'accueil des rapatriés des camps, qui avait associé des comités, camp par camp, au travail d'assistance sociale et de renseignements. Ces amicales partageaient la même origine historique, mais elles

45 Memorandum par le service de renseignements [DEU/ME] concernant le mémorial d'Auschwitz pour le ministre-président, La Haye, 6.III.1962 (ACMP, dossier KZ).

46 "Wir können unseren ausländischen Freunden mitteilen : das Gelöbnis von Buchenwald ist in der DDR verwirklicht. Der Fascismus ist bei uns mit Stumpf und Stiel ausgerottet, so das er in der DDR, dem ersten Friedenstaat, nie wieder sein Haupt erheben kann", cité par PETER SONNET, *op.cit.*, p. 798.

47 *Idem*, p. 770-771.

48 Révélations de Luc Somerhausen. Somerhausen, un communiste belge qui fut secrétaire de la FIR jusqu'en 1954 au moins et qui lui aussi rompit avec le Parti en 1956, mena par la suite dans l'amertume une action contre les Comités Internationaux affiliés à la FIR par le biais de son *Bulletin d'information des Prisonniers politiques, Résistants et Combattants*. Halin utilisa cette excellente source de renseignements en reproduisant un article écrit de la main de SOMERHAUSEN dans sa propre revue *La voix internationale de la Résistance*, XI-XII.1960, n° 33-34, p. 2-3 : "Buchenwald, Ravensbrück, Mauthausen, Auschwitz, Sachsenhausen : La mainmise de Moscou sur les Comités internationaux des camps".

ne suivaient pas nécessairement l'évolution politique de la FNDIRP. Les amicales de Buchenwald et de Mauthausen cependant, étaient parfaitement intégrées dans la FNDIRP, comme l'étaient leurs Comités internationaux dans la FIR. Le rôle des communistes dans les différentes amicales nationales du camp féminin de Ravensbrück fut également le plus souvent prépondérant, mais le Comité international de Sachsenhausen, fondé lors de la commémoration du dixième anniversaire de la libération du camp en 1955, rencontra plus de problèmes avec les amicales nationales. La préparation de l'érection du monument du camp fut organisée par les deux amicales allemandes au nom du comité international, sans que jamais celui-ci n'ait été convoqué. Par la suite, les amicales nationales à majorité anticomuniste furent boycottées, notamment l'amicale belge⁴⁹. Parmi les amicales de ce pays, seules d'ailleurs celles de Buchenwald, de Dachau et de Neuengamme étaient membres de la FIR⁵⁰.

Le Comité international d'Auschwitz fut fondé à Vienne en mai 1954, à l'initiative de la FIR⁵¹. Hermann Langbein, membre du Parti communiste autrichien, fut sollicité pour en prendre la direction au titre de secrétaire général. Le Comité s'attela aussitôt à la préparation de la commémoration du dixième anniversaire de la libération du camp prévue l'année suivante, à la constitution de dossiers en vue de poursuites judiciaires contre les nazis responsables des crimes à Auschwitz et à la défense des survivants d'Auschwitz persécutés politiques dans le procès contre *IG-Farben*, procès mené uniquement au nom des persécutés raciaux par la *Conference on Jewish Material Claims against Germany*. Le Comité chercha aussi activement et avec succès à associer à son activité des amicales nationales d'Auschwitz dans tous les pays.

Quand Langbein quitta le Parti en 1956 en protestation contre la répression du soulèvement hongrois, les communistes au sein du comité essayèrent de l'exclure de la direction. Après trois ans de conflits, ils réussirent en juin 1960 à rassembler assez de fidèles lors d'une assemblée générale tenue à Varsovie pour remplacer le bureau par un comité directeur à majorité communiste et dirigé par un secrétaire général polonais⁵². Les bureaux du Comité furent déménagés à Varsovie, se rapprochant ainsi du site de l'ancien camp, et Langbein ne garda que sa fonction de négociateur dans le procès pour les réparations allemandes. Financièrement, le Comité dépendit dès sa fondation du *ZBoWiD*, l'association polonaise des victimes du nazisme qui recevait ses directives du gouvernement polonais. En juillet 1961, Langbein fut obligé, par manque

49 LUC SOMERHAUSEN, *op.cit.*

50 *La Voix internationale de la Résistance*, X.1960. Des mouvements de résistance belges, le Front de l'Indépendance était le seul à adhérer à la FIR.

51 Cfr HERMANN LANGBEIN, "Entschädigung für KZ-Häftlinge ? Ein Erfahrungsbericht", in LUDOLF HERBST & CONSTANTIN GOSCHLER (dir.), *Wiedergutmachung in der Bundesrepublik Deutschland*, numéro spécial des *Vierteljahrshäfte für Zeitgeschichte*, Munich, 1989, p. 327-340 et ID., "Unterlagen...".

52 L. SOMERHAUSEN, *op.cit.*

de financement, de cesser toute activité au sein du Comité international d'Auschwitz. Contacté par l'Union internationale de la Résistance et de la Déportation d'Hubert Halin, une organisation anticomuniste et anti-FIR qu'on étudiera ci-dessous, Langbein s'engagea à diriger un Comité international des Camps (CIC), avec le soutien de Halin mais aussi avec la promesse de pouvoir travailler sur une base non-politique.

Le Comité international d'Auschwitz entreprit, lui aussi, la construction d'un monument à vocation universelle, cette fois financé par une souscription internationale. La plupart des gouvernements européens, en particulier le français et le belge, et même le gouvernement chinois, versèrent des fonds pour le projet. Les Danois s'abstinrent parce que très peu d'entre eux avaient été déportés à Auschwitz et le régime grec agit de même par refus de financer une entreprise crypto-communiste qui serait manipulée par le gouvernement polonais. Le plus étonnant, c'est que le gouvernement néerlandais, qui, pourtant, avec 100.000 personnes originaires des Pays-Bas mortes à Auschwitz, avait relativement plus de motifs qu'aucun autre en Europe occidentale de participer au financement du monument, refusa une contribution pour les mêmes raisons⁵³. L'amicale néerlandaise d'Auschwitz, fondée en 1956, était suivie de près par le service de sûreté intérieure (*binnenlandse veiligheidsdienst*) et boycottée à chaque occasion par le gouvernement⁵⁴. Le cabinet du Premier ministre était allé jusqu'à avertir tous les membres du cabinet de n'assister à aucune des cérémonies organisées par le comité⁵⁵. Discutée à plusieurs reprises en conseil des ministres, la décision gouvernementale fut maintenue pendant plus de dix années parsemées d'actions de la part de l'amicale et cela malgré les sévères critiques de la presse⁵⁶.

De la même manière que les camps en RDA devaient démontrer la virginité de la nouvelle Allemagne dénazifiée, le monument d'Auschwitz, inauguré en avril 1967, était le monument du martyr national et antifasciste polonais. Le génocide des Juifs y était quasiment absent. Le silence gardé par le Comité international d'Auschwitz au moment des incidents antisémites survenus en Pologne lors de la Guerre des six jours

53 ACMP, *dossier KZ*.

54 Lettre du ministère de l'Intérieur au ministre-président, 24.XII.1965, avec en annexe le rapport du service de sûreté intérieure *Acties t.b.v. oorlogs- en verzetslachtoffers*; Rapport *binnenlandse veiligheidsdienst over het Nederlands Auschwitz Comité*, 24.V.1965, adressé au ministre-président; Rapport *Binnenlandse veiligheidsdienst betr. herdenkingsbijeenkoms georganiseerd door het Nederlands Auschwitz Comité*, 21.I.1965; lettre de Loos à Kielstra (secrétaire du cabinet), Bruxelles, 25.VII.1965; *Nota ter bespreking op de ministerraad, betr. Auschwitz monument*, 10.I.1963; *Memo voor minister-president betr. IAC*, 13.XII.1962; *aantekening voor M.P. van J. Middelburg*, 28.V.1962; *memorandum DEU/ME voor MP*, 6.III.1962 (tous ACMP, *dossier KZ*). Voir aussi PIETER LAGROU, "Victims of Genocide and National Memory : Belgium, France and the Netherlands, 1945-1965", in *Past and Present*, n° 154, II.1997, p. 181-222, particulièrement p. 215-220.

55 Lettre négative ministre-président au Comité, 12.I.1965, avec la liste de tous les membres du cabinet : "ne pas [en rouge] accepter invitation comité Auschwitz - téléphoné à tous" (ACMP, *dossier KZ*).

56 Coupures de presse *De Tijd/Maasbode*, 1.V.1965; *De Waarheid*, 23.VI.1961 (*Ibidem*).

de juin 1967, soit à peine deux mois plus tard, entraîna une rupture complète de la part de plusieurs amicales nationales d'Auschwitz et le départ en 1968 du président français du Comité, Robert Waits⁵⁷. Cela renforça définitivement la position du CIC.

Si le contrôle *in situ* était garanti pour les camps situés en RDA et en Pologne, il n'en allait pas de même pour les camps localisés en RFA et en Autriche. Deux d'entre eux étaient des camps symboles de premier rang : Dachau et Mauthausen. À Mauthausen, près de Vienne, les relations entre le Comité international et les autorités autrichiennes étaient tendues⁵⁸. Pour la commémoration du dixième anniversaire du camp, le comité fut convoqué par le ministre de l'Intérieur autrichien Helmer, qui assura toute l'aide possible de la part de son gouvernement, à condition que la commémoration ne serve pas à des objectifs politiques, comme cela avait été le cas lors de trois pèlerinages organisés en 1954⁵⁹. La collaboration pour l'organisation du musée et du monument entre le ministère de l'Intérieur et le Comité international devait s'effectuer dans les mêmes conditions.

Le camp de Dachau, près de Munich, fonctionnait au début des années 1950 comme camp d'accueil pour 'personnes déplacées'⁶⁰. D'importantes transformations avaient été effectuées : les baraques avaient été divisées en maisons individuelles, il y avait de petites industries, un cinéma, une école, des églises. Lors de la cérémonie pour le dixième anniversaire de la libération du camp, un Comité international de Dachau fut fondé dont le siège s'installa à Bruxelles et qui oeuvra pour la préservation du site et l'érection d'un monument et d'un musée. La même année, en effet, le conseil municipal de Dachau avait décidé de détruire le crématoire de l'ancien camp, pour effacer cette "diffamation de la région"⁶¹. L'obligation pour l'Allemagne d'entretenir les lieux de souffrance de l'époque nazie, stipulée dans le traité franco-allemand signé à peine quelques mois plus tard, sauvegarda in extremis le crématoire.

Le monument international fut inauguré au cours de la cérémonie du vingtième anniversaire de la libération du camp en 1965. Pendant les dix années qui séparèrent la fondation du Comité international de l'inauguration du monument, Dachau fut l'enjeu central des batailles de mémoire entre communistes et anticommunistes⁶². Le

57 H. LANGBEIN, "Unterlagen..."; *La voix internationale de la Résistance*, VII.1968.

58 "Hier cauchemar...".

59 *Bulletin intérieur d'information et de liaison de l'amicale des déportés politiques de Mauthausen*, n° 39, XI.1954.

60 Cfr HAROLD MARCUSE, "Das ehemalige Konzentrationslager Dachau : der Mühevollte Weg zur Gedenkstätte 1945-1968", in *Dachauer Hefte*, n°6, 1990, p. 182-205.

61 Cfr BARBARA DISTEL, "Orte der Erinnerung an die Opfer im Lande der Täter - Gedanken zur Arbeit an der Gedankstätte des ehemaligen Konzentrationslagers Dachau", communication au congrès international *Histoire et mémoire des crimes et génocides nazis...*, p. 2.

62 Le dossier systématique du cabinet du ministre-président néerlandais nous permet de suivre de près l'évolution du Comité international de Dachau. Voir ACMP, *dossier KZ*.

Comité international avait toujours réussi à engager des personnalités non suspectes au poste de président, comme les Belges Albert Guérisset (le légendaire Pat O'Leary) et Arthur Haulot, le général soviétique Michailow ou le Français Marsault. Par ailleurs, la composition des amicales nationales était loin d'être homogènement communiste. L'amicale bavaroise, par contre, était de tendance communiste, et elle organisait des commémorations selon la recette de la FIR. En 1961, une rencontre de la jeunesse bavaroise avec d'anciens détenus de toute l'Europe, organisée par le *Lagergemeinschaft* local, provoqua les protestations des non-communistes. Marsault, président du Comité international, démissionna et, avec lui, toute l'amicale française fit dissidence. Les Belges organisèrent une réconciliation en 1962, mais dorénavant le Comité international de Dachau se désolidarisa des autres Comités internationaux et de l'amicale bavaroise. Il organisa séparément ses commémorations, surtout celle du vingtième anniversaire de la libération et de l'inauguration du monument. Le Comité international anticommuniste bénéficia d'une subvention de 100.000 DM. de la part du gouvernement bavarois ⁶³.

Le conflit entre communistes et anticommunistes pour la mémoire de Dachau était le plus visible aux Pays-Bas. Quand le gouvernement fut confronté à l'activité du comité d'Auschwitz, il envisagea la possibilité de créer un comité d'Auschwitz anticommuniste. Faute de personnalités capables de diriger cette entreprise, il trouva en la personne de M. Boulaert un animateur anticommuniste pour faire contrepoids au comité communiste de Dachau, fondé en juillet 1960 ⁶⁴. Le comité 'gouvernemental' et anticommuniste fit sa première apparition lors de la cérémonie de juin 1961. Ses représentants y furent non seulement confrontés à la manifestation contre l'OTAN organisée par l'amicale bavaroise, mais aussi aux délégués du comité néerlandais communiste, adhérent à la FIR. Les deux délégations en vinrent aux mains pour affirmer leur représentativité, ce qui, selon le rapporteur anticommuniste, donna une impression déplorable aux autres délégations. Par la suite, le comité anticommuniste réussit à se faire représenter au nouveau Comité international reconstitué et à faire exclure les communistes.

L'organisation de l'ancien camp en 'lieu de mémoire' anticommuniste passait entre autres par la construction, sur le site même, de trois temples financés par le conseil municipal de la ville de Munich : une église catholique en 1961, baptisée 'église des angoisses du Christ', suivie quelques années plus tard par la construction d'une église protestante et d'une synagogue ⁶⁵. La construction de l'église protestante - la Bavière est un pays catholique - était une initiative prise par les Néerlandais, mais elle fut usurpée par les protestants allemands, qui lui donnèrent le nom inacceptable pour les non-allemands

⁶³ *La Voix internationale de la Résistance*, VIII-IX.1960.

⁶⁴ Lettre de Boulaert au cabinet du ministre-président, 1.XI.1960; Mémoire Fock au ministre-président, 3.XI.1960. Le comité était financé par des contributions d'entreprises néerlandaises. Cfr aussi rapport financier du comité, 31.VII.1961 (tous ACMP, dossier KZ).

⁶⁵ *La Voix internationale de la Résistance*, VII.1960 et VIII-IX.1960.

d'«église des péchés du Christ»⁶⁶. À Bergen-Belsen, lui aussi camp-symbole situé en RFA - il fut le premier libéré par les alliés occidentaux et le premier où l'opinion mondiale fut confrontée avec les images d'horreur des camps - la première pierre de l'église catholique, 'église du sang précieux', fut posée le 17 juin 1960, 'jour de l'unité allemande', telle une double provocation aux survivants communistes⁶⁷.

Le lien que la FIR, de par son activité commémorative, voulait établir entre la mémoire de la guerre et la politique internationale était des plus explicite. Les éditoriaux de *Résistance unie*, le périodique de l'organisation, esquissaient une ligne politique pure et dure. En 1955, année du dixième anniversaire de la libération des camps, mais aussi celle de l'entrée de la RFA dans l'OTAN, André Leroy écrivait : "Étrange façon d'honorer la mémoire de tous ceux qui sont morts pour défendre la cause de la liberté et de l'indépendance nationale contre l'envahisseur hitlérien. Il n'aura même pas fallu dix ans pour que l'ennemi le plus criminel, dont nos peuples eurent à subir le joug cruel, soit réhabilité et réarmé. Si les millions de morts, torturés, gazés, fusillés, pendus par le nazisme pouvaient parler, leur sentence serait terrible pour ceux qui se font aujourd'hui les complices de leurs sadiques assassins. [...] Les généraux hitlériens hésiteront-ils à employer les armes de destruction massive que l'on mettra à leur disposition, eux qui n'ont pas un seul instant hésité à gazer des millions de personnes à Auschwitz ?"⁶⁸ Un an après, en condamnant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, c'est l'idée européenne elle-même qui devient suspecte : "Derrière l'idée européenne se profile l'ombre du nazisme, du militarisme et du pangermanisme"⁶⁹.

Quoi qu'en déclarent a posteriori les transfuges d'après 1956 - leur départ serait causé par un durcissement idéologique au sein de la FIR - c'est entre 1951 et 1956 que la FIR fut la plus intransigeante dans ses prises de position. Au congrès de fondation à Vienne en 1951, on accueillit "les antifascistes yougoslaves luttant contre le régime sanglant de Tito"⁷⁰. En 1953, l'année des émeutes ouvrières en RDA, le bureau de la FIR, réuni à Berlin-Est, rédigea un pamphlet assimilant Adenauer à un 'émule d'Hitler'⁷¹. Après la crise causée par les départs de responsables en 1956, André Leroy fut obligé de modérer ses prises de position, en particulier ses déclarations anti-européennes⁷².

66 Lettre C.C. Steensma aux membres du Comité néerlandais de Dachau, 1.III.1964 (ACMP, dossier KZ).

67 *La Voix internationale de la Résistance*, III.1960.

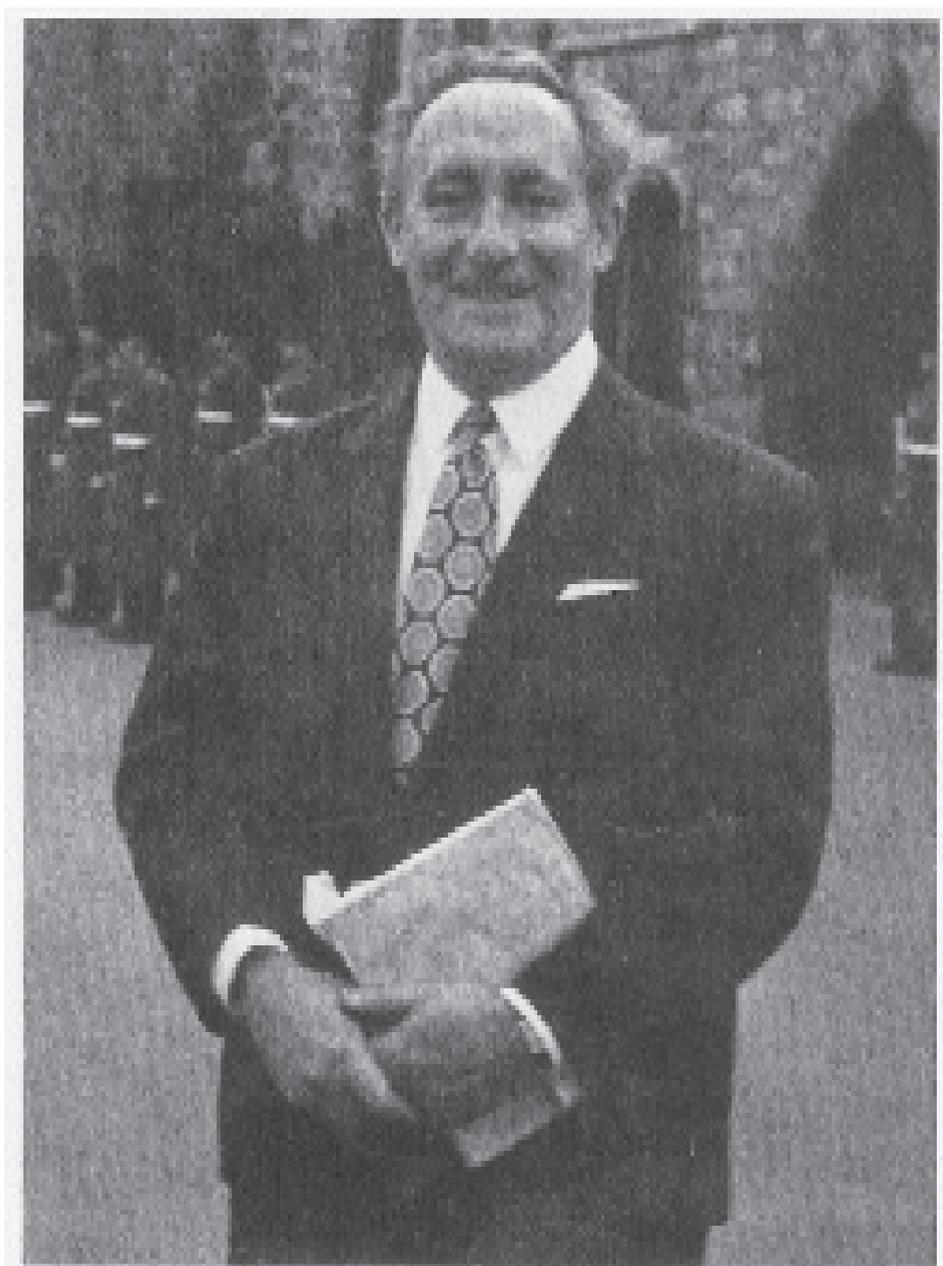
68 "Ne laissons pas s'accomplir la trahison" par ANDRÉ LEROY, secrétaire général de la FIR, in *Résistance unie*, 1955 (III) n°2.

69 "Editorial. À propos de l'Europe", in *Résistance unie*, 1956 (IV) n°1.

70 *Fédération internationale des Résistants, des Victimes et des Prisonniers du Fascisme. FIR. Bulletin d'Information*, I.VIII.1951; Rapport du congrès, 30.VI.-3.VII.1951 (FNDIRP, dossier activités FIR, 1951-1979).

71 Pamphlet FIR, Berlin, 17.IX.1953 (*Ibidem*).

72 "Il faut reconnaître que ces hésitations [des organisations nationales vis-à-vis de la FIR] viennent du fait que, pendant une certaine période où les résistants étaient profondément divisés dans tous les pays, les



- Hubert Halin. Socialiste, anticommuniste, homme de confiance du Département d'État américain et ancien membre du mouvement de résistance Groupe G. Il joua un rôle moteur dans l'instrumentalisation de la mémoire de la Résistance en faveur de l'Europe.
(Photo SOMA-CEGES)

Les organisations belges, qui à cette époque avaient uni leurs forces dans le débat national relatif à l'épuration au sein d'un Comité d'Action et de Vigilance, étaient disposés à joindre la FIR, à condition que le bureau de sept communistes fut remplacé par un bureau à moitié non-communiste, que les prises de position politiques fussent écartées de l'activité de la FIR et que les comptes de la FIR fussent rendus plus transparents⁷³. L'annonce en 1956 de la fondation d'une association de vétérans de la résistance en URSS provoqua l'indignation des non-communistes, car cela signifiait que jusqu'à cette date, la très importante contribution soviétique dans le budget de la FIR provenait de fonds gouvernementaux et non des contributions de membres-vétérans⁷⁴. L'échec de cet effort d'ouverture mena à un isolement croissant de la FIR, notamment face aux initiatives des anticommunistes⁷⁵.

À la fin des années 1950, la FIR doubla son activité commémorative d'un effort historiographique. Elle lança les *Cahiers internationaux de la Résistance*, une revue trimestrielle d'histoire, dont six numéros, auxquels furent associés des conférences internationales, parurent entre 1959 et 1961⁷⁶. Sous la direction de Roberto Battaglia, historien romain de la résistance, les *Cahiers* offraient un échantillon varié de l'école 'antifasciste', avec une attention particulière pour l'enseignement de l'histoire de la résistance. C'étaient surtout les contributions des historiens des pays de l'Est qui fournissaient une histoire idéologique officielle. Des articles comme "Le cercle d'amis d'Himmler : la subordination du parti nazi et de l'appareil d'État fasciste à l'oligarchie financière allemande" ou "Prisonniers des camps de concentration, esclaves au travail pour le monopole capitaliste allemand", élaboraient le même programme

comme la nôtre», rapport d'activité d'André Leroy à la réunion du bureau de la FIR, Rome, 26-28.X.1956 (exemplaire Charles Joineau) (*Ibidem*).

73 Intervention de Johnny Brack (Belgique) (Rapport d'activité d'André Leroy...).

74 *Note sur la situation internationale de la résistance*, Étretat, 20.VII.1957 (FNDIRP, dossier activités FIR, 1951-1979).

75 Cataloguée comme organisation 'crypto-communiste', la FIR était suivie de près par les services de renseignements gouvernementaux et privés. La FNDIRP garde dans ses archives un numéro particulièrement instructif du *International Committee for the Investigation of Communist Front Organisations*, Vienne/Munich/Zurich/Stockholm/Bruxelles/Rome/Paris, n°4, IV.1960. Le rapport décrit la FIR comme «*a political instrument in the service of Communist totalitarian ideology*», «*one of the particularly dangerous camouflage organisations of international communism because it exploits the emotions of people*» et ses responsables comme «*Moscow-trained masters of hypocrisy*». Plus pittoresque encore, la FIR figure en position d'honneur dans le récent et pourtant déjà anachronique *Campaigns against Western defence. NATO's adversaries and critics* de CLIVE ROSE, ex-ambassadeur britannique à l'OTAN, publié par le très sérieux Macmillan Press en 1985 [1986], p. 263-264.

76 *Cahiers internationaux de la Résistance. Revue d'Histoire paraissant 3 fois par an*, Vienne, Fédération internationale des Résistants, n°1, XI.1959; n°2, *La résistance et les nouvelles générations*, III.1960; n°3, *Les camps de concentration de l'Allemagne hitlérienne*, VII.1960; n°4, *Les étrangers dans la résistance des différents pays*, XI.1960; n°5, *Les insurrections pendant la seconde guerre mondiale*, III.1961; n°6, *Idées et programmes de la résistance*, VII.1961.

historiographique de façon doctrinaire ⁷⁷. Les *Cahiers* offraient également une part de critique justifiée sur la production historiographique dominante de l'époque, qui réduisait la résistance à "une espèce de service de contre-espionnage" ⁷⁸. Le concept de 'guerre civile', sociale et idéologique, qui refit surface dans l'historiographie italienne des années 1980-1990, y était déjà défendu. Il est intéressant de remarquer dans ce contexte que ces historiens philo-communistes ne réclamaient pas l'exclusivité de la résistance pour les partis communistes, mais défendaient au contraire l'idée d'une résistance populaire et majoritaire ⁷⁹. C'est dans cet esprit qu'on retrouve un européanisme bien différent de celui des anticommunistes. Par une attention particulière pour les étrangers dans la résistance de différents pays, on démontrait le caractère international de la résistance, dans le sens d'un antifascisme universel, un combat au-delà des frontières nationales, au nom d'une conviction idéologique désintéressée.

IV. L'Europe des anticommunistes et la Wiedergutmachung, 1951-1965.

La fondation de la FIR provoqua deux réactions. La première émana de Français. Au moment où les anticommunistes quittèrent la FNDIRP pour former, avec la FNDIR, l'UNADIF, ils voulurent, eux aussi, entretenir des contacts internationaux pour faire contrepoids à la FIR : ainsi naquit la Fédération internationale libre des Déportés et Internés de la Résistance (FILDIR). La deuxième initiative - ou plutôt série d'initiatives - fut d'origine belge. Sous l'égide du Comité d'Action de la Résistance, Hubert Halin, un propagandiste atlantiste, développa une activité politique par le biais d'une demi-douzaine d'organisations rassemblant des personnalités anticommunistes résistantes ou déportées.

La FILDIR démarra fin 1952, animée par les dirigeants de l'UNADIF ⁸⁰. Le climat à l'époque était propice à ce genre d'activités : dans plusieurs pays occidentaux se trouvaient de jeunes organisations schismatiques anticommunistes à la recherche d'alliés étrangers. La FILDIR s'inspira du modèle qu'elle voulait combattre, la FIR :

⁷⁷ Dr. WALTER BARTEL, "Recherches sur la résistance et son enseignement en RDA", in *Cahiers internationaux...*, n°1, XI.1959, p. 31-36 et n°4, XI.1960.

⁷⁸ ROBERTO BATTAGLIA, in *idem*, n°2, III.1960.

⁷⁹ "Il est certain que les agents de renseignements ont une grande utilité, les partisans ont une utilité encore plus grande, mais ce qui est essentiel dans la résistance, c'est le refus d'un peuple d'accepter l'occupation étrangère et, si un homme n'a pas eu l'occasion de recueillir des renseignements pour les armées alliées, s'il n'a pas eu l'occasion, la possibilité de s'armer et s'il a dû se contenter d'écouter la radio alliée, de cultiver son espoir, d'entretenir l'espoir des autres et de serrer les poings dans sa poche quand il passait devant un soldat allemand, je dis qu'il a été résistant". MICHEL DE BROUARD, "Définition et caractère de la résistance" in *Idem*, n°3, VII.1960.

⁸⁰ *Déportation et Liberté. Bulletin trimestriel de la Fédération internationale libre des Déportés et Internés de la Résistance*, rue de Poissy, Paris V, n°1, I.1953.

l'organisation était une fédération d'organisations nationales, avec des congrès annuels où des délégations mandatées votaient les activités du bureau. Le bureau était établi à Paris, dans les bâtiments des Amis de la Liberté, association qui fournit pendant les premières années la plupart des moyens financiers de la Fédération⁸¹. Anti-FIR déclarée, la FILDIR ne voulait pourtant pas tomber dans le vice qu'elle reprochait à sa rivale, à savoir se mêler ouvertement de la politique internationale. Comme son nom l'indique, la FILDIR défendait 'l'Occident libre', mais cela correspondait plus à un grand principe qu'à une action concrète. Au premier congrès de la FILDIR à Rome, son président formula ainsi ses 'buts moraux' : "Le monde est engagé dans une bataille qui est, avant toute chose, un conflit idéologique. Deux conceptions de la vie s'affrontent : celle qui considère en l'homme l'exclusif et aveugle serviteur d'une société étatisée; l'autre qui prétend reconnaître en lui l'animal raisonnable de la tradition chrétienne"⁸². Après le discours suivit une bénédiction papale pour tous les participants.

La FILDIR avait des ambitions de grande organisation internationale : le 'statut consultatif' de la fédération auprès de l'ONU et du Conseil de l'Europe lui conféraient un prestige peu utile, mais d'autant plus proclamé. Les colonnes du périodique de l'organisation, *Déportation et Liberté*, étaient remplies de reproductions de déclarations des droits de l'homme - discours cérémoniels prononcés à l'ONU et au Conseil de l'Europe -, de ce fait à peine lisibles. Le discours sur les droits de l'homme comme principal acquis de la résistance internationale était intégré au discours européen : c'était l'intégration de l'Europe 'libre' qui défendrait le rayonnement des valeurs du vieux continent. "Mère de toutes les nations, cette Europe, après avoir joué un grand rôle dans le monde, peut encore jouer un rôle prépondérant dans la défense des principes de sa civilisation culturelle"⁸³. Boutbien, Lambert et Riquet pour la France, Dehousse et Lévy pour la Belgique et Van Staal pour les Pays-Bas y défendaient le Plan Schuman et le Traité de Rome, parfois avec le concours direct d'hommes politiques. Paul-Henri Spaak se proposa en 1953 à la FILDIR pour un discours au titre emblématique de toute l'action de l'organisation : *De l'Europe de Dachau à l'Europe de Strasbourg*⁸⁴. En 1953 et en 1956, la FILDIR organisa, en collaboration avec le Comité international contre le Régime totalitaire, une aide d'urgence aux "victimes de la dictature totalitaire".

À partir de 1953, "la lutte pour une Allemagne unifiée, l'entente franco-allemande et l'admission de l'Allemagne à la communauté des peuples libres devinrent des

81 *Idem*, n°2, IV-VI.1953 et n°10-11, IV-IX.1956. L'auteur sera reconnaissant pour tout élément aidant à l'identification de ces Amis de la Liberté.

82 *Idem*, n°1, I.1953.

83 M. van Rij, le bras droit de Van Staal, devant le IV^e congrès de la FILDIR à Rotterdam en mai 1956. *Idem*, n°12, X-XII.1956.

84 *Idem*, n°2, IV-VI.1953.

buts déclarés de la Fédération⁸⁵. Dans la deuxième moitié des années 50, l'oeuvre de réconciliation avec l'Allemagne de l'Ouest par la *Wiedergutmachung* s'avéra l'action principale de la FILDIR. L'organisation s'engagea dans des pourparlers avec le gouvernement fédéral, puis avec le Parlement, pour des réparations aux victimes du nazisme. La *Wiedergutmachung* était un héritage que les alliés occidentaux avaient transmis au nouvel État au moment de la fondation de la RFA. En 1952 et en 1956, deux accords très importants avaient été conclus avec l'État d'Israël pour l'indemnisation des victimes du génocide⁸⁶. L'échec de la Communauté européenne de Défense, face à une opinion publique qui dans les pays occidentaux voisins était encore trop anti-allemande, et les bonnes relations entre les gouvernements de ces pays et le gouvernement fédéral qui négociait alors avec eux les accords qui devaient mener au Traité de Rome, amenèrent la RFA à élargir cette *Wiedergutmachung* aux victimes du nazisme, citoyens de ces pays. De la part de la RFA, c'était un geste de bonne intention, un sacrifice expiatoire volontaire. Ni les conventions internationales, ni le droit allemand, ni les accords de Londres ne stipulaient une telle obligation. Le gouvernement de Bonn entendait donc effectuer toute l'opération à ses propres conditions.

Ces conditions étaient triples. Premièrement, les accords devaient exclure les communistes, c'est-à-dire à la fois les ressortissants des pays communistes, pour qui, selon Bonn, la RDA n'avait qu'à prendre sa part de responsabilité, et les déportés communistes allemands et occidentaux. Deuxièmement, les résistants n'étaient pas considérés comme victimes du nazisme. Selon le droit allemand, il fallait prendre en considération la persécution liée à la race, la religion ou l'opinion des personnes et non celle découlant des risques consciemment pris pour combattre le régime nazi. D'ailleurs, la revendication des résistants d'être assimilés aux combattants réguliers, aussi bien pendant qu'après la guerre, était un argument de plus pour les juristes allemands afin de les exclure de la *Wiedergutmachung*, car selon le droit international, l'assimilation des déportés aux prisonniers de guerre invalidait automatiquement toute demande de réparation. Il y avait aussi l'opposition de l'opinion publique allemande qui refusait d'indemniser les 'lâches assassins' qui avaient tué des soldats allemands en dehors du combat régulier. La troisième condition imposée par la RFA concernait le mode de paiement : il n'y aurait pas de versements au gouvernements nationaux, mais uniquement des réparations directes aux victimes. En effet, les gouvernements occidentaux avaient

85 *Ibidem*.

86 Cfr WALTER SCHWARTZ, "Die Wiedergutmachung nationalsozialistischen Unrechts durch die Bundesrepublik Deutschlands. Ein Überblick", p. 33-54; ULRICH HERBERT, "Nicht entschädigungsfähig? Die Wiedergutmachungsansprüche der Ausländer", p. 273-302; GOTTHARD JASPER, "Die disqualifizierten Opfer. Der Kalte Krieg und die Entschädigung für Kommunisten", p. 361-384, in LUDOLF HERBST & CONSTANTIN GOSCHLER (dir.), *op.cit.*; pour une vue globale de la période précédente, voir CONSTANTIN GOSCHLER, *Wiedergutmachung. Deutschland und die Verfolgten des Nationalsozialismus (1945-1954)*, Munich, 1992, 344 p.

déjà annoncé leur intention de se servir d'éventuelles réparations allemandes pour récupérer les indemnités versées par eux aux victimes depuis la libération. Dans ce cas, les efforts de la RFA auraient permis une excellente opération budgétaire pour les gouvernements, sans aucun effet pour les victimes, ni pour l'image de la RFA.

Dans cette dernière optique, la FILDIR était un interlocuteur idéal⁸⁷. En tant que fédération de l'Europe occidentale se disant représentative de toutes les victimes du nazisme et présentant des allures de grande organisation internationale, elle permettait au gouvernement allemand de contourner les gouvernements nationaux. L'éviction des communistes ne lui posait aucun problème; quant à la mise à l'écart des résistants, inacceptable pour les principales organisations nationales adhérant à la FILDIR - dans leur pays, elles avaient toujours défendu la politique inverse, à savoir l'indemnisation pour les résistants avec exclusion des victimes non-résistantes - les Allemands étaient prêts à négocier.

La FILDIR lança l'idée d'une fondation internationale autonome qui répartirait les fonds selon les besoins individuels des victimes en privilégiant celles qui auraient été oubliées par les législations nationales. L'idée était noble et véritablement européenne, mais pour une organisation aux bases aussi douteuses que la FILDIR, c'était viser trop haut. En tant que fédération d'associations nationales, la FILDIR reposait sur les sables mouvants des associations anticommunistes. Ainsi, sa composante belge, l'Union belge des Prisonniers politiques et Ayants droit de la Résistance, scission anticommuniste de la Confédération nationale unitaire, ne connut jamais un franc succès. Dès 1955, l'Union était mise en veilleuse et en juin 1957 la plupart des scissionnistes rejoignirent la Confédération. Les anticommunistes les plus hardis qui continuèrent un semblant d'activité sous le nom de l'Union au sein de la FILDIR ne représentaient plus grand-chose sur le plan belge et ils nuirent ainsi au prestige de l'organisation internationale⁸⁸.

Bien plus grave fut le désaveu de la part de l'UNADIF, dont la FILDIR n'était en réalité que le bras international. Au cours des années 1958-1959, quand les négociations au sujet des réparations allemandes entrèrent dans un stade décisif, les milieux gouvernementaux français, à qui l'idée d'une fondation internationale échappant à leur contrôle avait déplu dès le début, intervinrent auprès des responsables de l'UNADIF pour contrer les plans de la FILDIR, insistant pour continuer les négociations sur des bases bilatérales franco-allemandes et faire distribuer les versements allemands par le

87 Pour le rôle de la FILDIR, voir l'évocation systématique dans les colonnes de *Déportation et Liberté* et le très compréhensif *Rapport moral et d'activité* de ROLAND TEYSSANDIER au congrès national de l'UNADIF à Montpellier, 18-21.V.1962 (FNDIRP, *dossier organisations françaises. Divers. UNADIF-Congrès. 1*) FNDIR).

88 *Déportation et Liberté*, n°17-18, I-III.1958.



- Inauguration en 1960 du monument d'Hubert Halin pour la Résistance européenne à l'Enclos des Fusillés d'Oostakker, près de Gand.
(Photo tirée de HUBERT HALIN, *L'Europe unie objectif majeur de la Résistance*, [Bruxelles/Paris], 1967)

ministère des Anciens Combattants⁸⁹. Soudainement abandonné par l'UNADIF, M. Degois, président de la FILDIR et ex-représentant de l'UNADIF, décida la fondation de la Confédération nationale des Internés, Déportés et Ayants droit de la Résistance, une scission de l'UNADIF, financée sur le budget de la FILDIR et réunissant quelques associations départementales ex-UNADIF du Nord⁹⁰. L'UNADIF elle-même rejoignit les initiatives du belge Halin qui se prêtait, lui, plus volontiers au jeu des tractations avec les gouvernements.

Ecartée des réelles négociations de la *Wiedergutmachung*, la FILDIR s'écroula en peu de temps⁹¹. L'organisation et le financement de la fédération passèrent aux mains de l'association allemande, qui découvrit que des prélèvements irréguliers avaient été commis dans la caisse de la FILDIR par la secrétaire française et que plus de 600 kilos de journaux n'avaient jamais été distribués. Assurés d'un soutien financier important de la part de l'OTAN, les Allemands essayèrent de faire redémarrer l'entreprise, entre

⁸⁹ Voir surtout *Idem*, n°20, X-XII.1958 et n°21-22, I-III.1959.

⁹⁰ *Idem*, n°24-25, III-X.1960; *Le Déporté*, n°138-139, I-II.1960.

⁹¹ Dans *Déportation et Liberté*, n°30, IV-VI.1962, la nouvelle équipe étale le linge sale, comptabilité comprise.

autres en associant deux organisations israéliennes à leurs travaux. Un congrès en Israël, prévu pour 1962 ou 1963, aurait dû être le nouveau point de départ de l'entreprise, mais après le refus des Israéliens de recevoir la délégation allemande - le pivot et la présidence de la FILDIR - ceux-ci jetèrent l'éponge et la FILDIR disparut.

Le deuxième centre d'activités anticommunistes se concentre autour de la seule personne d'Hubert Halin. Halin, dirigeant de la jeunesse du Parti socialiste belge, était un proche du socialiste Paul-Henri Spaak, ex-Premier ministre, longtemps ministre des Affaires étrangères, atlantiste convaincu, homme de confiance du *Department of State* américain et une des figures centrales de la première décennie de l'intégration européenne. Attaché de cabinet de plusieurs ministres socialistes et libéraux, notamment le premier ministre Van Acker (1954-1958) et les ministres de la Justice Lilar, Merlot et Vranckx, il fut, entre autres, chargé de la législation relative à la répression de la collaboration et des liens avec les services de renseignements et d'action. A ce titre, il entretenait aussi des contacts avec la Sûreté de l'État. Actif sous l'occupation dans le Groupe G, un groupe de cadres résistants, spécialisé dans le renseignement et le sabotage technique, Halin développa une grande activité dans le monde associatif belge des anciens résistants, entre autres dans le Comité d'Action et de Vigilance, un forum de résistants qui protestaient contre les défaillances de l'épuration en Belgique (il fut aussi l'organisateur du Comité d'Appel au Pays et du Comité d'Action de la Résistance). Halin était surtout un activiste anticommuniste prolifique, doté d'une énergie organisatrice débordante. À lui seul il remplit les colonnes de *La Voix internationale de la Résistance*, périodique dont il était le fondateur, le rédacteur en chef et l'éditeur responsable jusqu'à sa mort - avec lui disparut son journal - en mars 1974⁹². Il était également le pivot d'une demi-douzaine d'organisations, créées par lui entre 1953 et 1961 : le Comité d'Action interallié de la Résistance, la Commission internationale de Liaison et de Coordination de la Résistance, le Comité technique international pour les Réparations allemandes, l'Union internationale de la Résistance et de la Déportation, le Comité international des Camps (de Langbein), le Comité international d'Experts pour la Lutte contre le Néo-nazisme⁹³, le Comité international pour la Défense des Droits de l'Homme en URSS et l'Union des Résistants pour une Europe unie.

Le procédé employé par Halin était le même pour chacune de ses entreprises : plutôt que de se compliquer la vie en composant avec des fédérations d'associations nationales, dont les péripéties de la FILDIR démontraient bien l'instabilité, avec des délégués mandatés et des procédures démocratiques, Halin réunit, dans la meilleure tradition

92 Son "périodique mensuel indépendant" est une source détaillée de ses activités. Sauf indication contraire, les paragraphes ci-dessous sont basés sur le contenu du journal.

93 Même dans son activité contre le néo-nazisme et l'antisémitisme, Halin se montre anticommuniste. Selon lui, la vague d'attentats antisémites et néo-nazis perpétrés en RFA fin 1959 et début 1960 fut orchestrée par Nasser, qui dirigeait au Caire, avec ses conseillers - des anciens nazis -, un complot arabo-communiste.

anticommuniste, des personnalités résistantes ou déportées d'opinions communes, qu'il invita périodiquement à des réunions dans lesquelles des déclarations soigneusement préparées à l'avance étaient acclamées sans vote ni discussion. Les deux principaux terrains d'action de Halin étaient d'une part, l'Union internationale de la Résistance et de la Déportation (bien entendu, pas 'des résistants et des déportés') (UIRD), fondée à Turin en 1961, et ses précurseurs successifs depuis 1953, le Comité d'Action interallié de la Résistance, la Commission internationale de Liaison et de Coordination de la Résistance et le Comité technique international pour les Réparations allemandes, aux apparences politiquement neutres mais servant principalement de couverture aux négociations que Halin menait avec le gouvernement et le Parlement de la RFA au sujet de la *Wiedergutmachung*, et, d'autre part, l'Union de la Résistance pour une Europe unie (URPE), plate-forme de prosélytisme politique ouverte. La séparation entre ces organisations-fantômes était purement formelle : les mêmes personnalités en faisaient partie et les réunions, baptisées 'conférences européennes' ou 'grands congrès', étaient souvent combinées : les motions de l'UIRD étaient lues avant la pause-café et celles de l'URPE après.

Les diverses activités de propagande que dirigeait, rassemblait ou appuyait Halin, s'articulaient autour de trois niveaux. D'abord, l'activité anti-FIR. *La Voix internationale de la Résistance* ne partageait pas la retenue politique de *Déportation et Liberté*. Le périodique était conçu comme une réponse systématique à *Résistance unie*. Chaque numéro reprenait les articles de l'édition précédente de la revue rivale, récusait les accusations, dénonçait les manoeuvres de 'Moscou' derrière chaque initiative de la FIR ou de ses organisations-membres nationales. Les avertissements aux résistants et déportés naïfs, victimes potentielles de la FIR, étaient renouvelés chaque mois : "Si demain elle s'adresse à vous, il faut qu'elle trouve la porte close, car agir autrement serait profaner la Liberté qui reste l'idéal sacré de la Résistance"⁹⁴.

Au second niveau, à l'intérieur de la polémique qui opposait Halin à la FIR et à *Résistance unie*, un seul thème monopolisait presque toute l'attention : la question 'des deux Allemagnes'. Halin et sa cour d'unions, de comités et de commissions étaient très régulièrement les invités du gouvernement de la RFA pour des conférences avec dîner offert par Adenauer ou d'autres personnalités politiques, ou pour des excursions en bateau sur le Rhin. Chaque 'congrès', 'réunion internationale' et 'voyage d'étude' produisait une série d'articles publiés dans *La Voix internationale de la Résistance* qui faisaient l'apologie de la RFA et démontraient que la RDA était l'héritière directe du troisième *Reich*. Une des constantes de cette campagne était la statistique comparée d'anciens nazis dans les deux administrations et surtout dans les deux armées allemandes. Statistiques un peu troubles d'ailleurs, car Halin dénombrait les très nombreux "anciens

⁹⁴ *La Voix internationale de la Résistance. Périodique mensuel indépendant*, I-II.1960.

officiers de la *Wehrmacht* hitlérienne” d’un côté et le nombre négligeable d’anciens SS de l’autre, tout en oubliant, évidemment, que les interlocuteurs allemands de l’URPE et de l’UIDR, “les résistants responsables de l’attentat contre Hitler du 20 juillet 1944” étaient, eux aussi, des hauts officiers ‘hitlériens’ jusqu’à cette phase finale du régime. Les fidèles de Halin allèrent même jusqu’à prêter leur concours à une commission d’enquête pour disculper Oberländer, le ministre fédéral des réfugiés, accusé d’avoir participé au massacre de Lemberg. Les activités de la commission d’enquête étaient financées par le Comité néerlandais de lutte contre le système concentrationnaire de Van Staal, qui pour l’occasion voyait sa vocation élargie. L’enquête finit en débâcle et Halin eut beaucoup de mal à se dissocier de l’affaire⁹⁵. La FIR n’était probablement pas très loin de la réalité, quand elle accusa Halin d’être subventionné par le *Aussenamt* et le *Presseamt* de Bonn⁹⁶. Halin lui-même n’avoua que le soutien financier de la Fédération nationale des Résistants juifs de Belgique de Roger Katz, mais ce n’est probablement pas là qu’il trouva la majeure partie des “millions” dont, selon la FILDIR, il disposa⁹⁷.

Homme de confiance de Bonn disposant d’un réseau d’organisations très flexible, Halin joua tout naturellement un rôle important dans les négociations pour la *Wiedergutmachung*, lorsque, une fois la fondation internationale enlisée, l’UNADIF et les autorités allemandes voulurent se débarrasser de la FILDIR⁹⁸. Pendant l’année 1959, au cours de réunions à Munich, La Haye et Bonn, Halin prêta les noms de trois de ses organisations pour servir de couverture aux arrangements bilatéraux qui étaient *de facto* conclus simultanément avec les gouvernements de onze pays occidentaux. Halin se vanta d’avoir obtenu en compensation la promesse que les résistants seraient inclus dans les accords d’indemnisation des victimes de la persécution nazie.

L’européanisme, le troisième niveau de l’action de Halin, n’était que le prolongement de l’oeuvre de réconciliation avec l’Allemagne. Comme formulé dans son éloge funèbre, Halin “avait le dessein d’une Europe unie, une Europe toute éclairée d’un rapprochement

95 Albert Frenzel, député *SPD* bavarois au *Bundestag* et ancien ‘refugié sudète’, était l’homme de confiance de Halin en RFA. Après une décennie de collaboration intense, Frenzel fut pris en flagrant délit d’espionnage pour la Tchécoslovaquie en 1960, au grand désarroi de Halin. Voir la série de trois articles dans *La Voix internationale de la Résistance*, XI-XII.1960, I.1961 et IV-V.1961.

96 Coupure “Aus der Praxis der URPE-funktionäre”, in *Die Tat*, s.d. (FNDIRP, dossier organisations internationales, O-V. URPE).

97 “Historique de l’URPE”, in *La Voix internationale de la Résistance*, V-VI.1960 et “M. Halin, lui, a des millions à sa disposition”, in “compte-rendu du comité exécutif de la FILDIR, Paris, 04/05/59”, in *Déportation et Liberté*, n° 21-22, I-III.1959.

98 Edition conjointe de *La Voix internationale de la Résistance* et de *Risorgimento, periodico della resistenza. Numero dedicato alla IV conferenza internazionale della resistenza*, Turin, 6-8.VII.1961; *Rapport moral et d’activité* de ROLAND TEYSSANDIER au congrès national de l’UNADIF à Montpellier, 18-21.V.1962 (FNDIRP, dossier organisations françaises. Divers. UNADIF-Congrès. 1) FNDIRP; *Union der Widerstandskämpfer für ein vereinigtes Europa, Deutsche Sektion. Offizielle Beschlüsse der III. ‘Internationalen Konferenz des Widerstandes’ vom 1.9.1959 in Den Haag* (FNDIRP, dossier organisations internationales, O-V. URPE).

fraternel avec l'Allemagne des grands philosophes et des génies de la musique, une Allemagne enfin retrouvée, à laquelle il faisait confiance, en laquelle il croyait"⁹⁹. Son Union de la Résistance pour une Europe unie, la première des organisations qu'il fonda, conjuga une action anti-totalitaire, des éloges à la liberté d'esprit, des avertissement qu'une Europe divisée était menacée par "l'éveil de l'Afrique et la renaissance de l'Asie"¹⁰⁰ à des appels en faveur de l'élection d'un parlement européen par suffrage universel.

Les efforts fournis pour créer un discours commémoratif en support à cette rhétorique européenne et anticommuniste n'aboutirent pas à des résultats ayant l'impact de l'activité parallèle de la FIR. Le 8 mai 1960, à l'occasion du quinzième anniversaire de la fin de la guerre, Halin essaya de créer "le premier sanctuaire de la résistance européenne" à Oostakker, une petite commune flamande où étaient enterrés 81 résistants belges assassinés par l'occupant¹⁰¹. L'endroit n'avait jamais occupé une place importante dans la commémoration au niveau belge, et son 'européanisation' changea peu à cette situation. Au cours de la cérémonie, les Français déposèrent un peu de terre du Mont-Valérien, les Néerlandais des sites des camps d'Amersfoort et de Vucht, les Luxembourgeois du pied de la Croix de Hinzert, les Autrichiens de Mauthausen et Ebensee, les Allemands de l'ouest de Flossenburg, Kemna-Wupertal, Koeln, Neustadt, Bergen-Belsen, Berlin, Dachau et Esterwegen, et ainsi de suite, les Danois, les Norvégiens, les Grecs et les Italiens. Et Halin de conclure : "Lorsque la terre venant de 10 pays fut mêlée à la terre de Oostakker, [...] nous avons, mieux que jamais, senti que l'Europe ne conserverait sa grandeur et son rayonnement qu'en unissant fraternellement tous ses citoyens dans la fidélité à l'idéal de Liberté pour lequel tant d'hommes et de femmes dans tant de pays sont tombés"¹⁰².

L'activité historiographique qui accompagna la propagande des anticommunistes pour l'Europe eut un effet beaucoup plus durable. D'abord il y eut la production 'maison', très proche de la propagande ouverte, où le discours anticommuniste était encore très présent. Il s'agissait de publications sponsorisées par l'Union de la Résistance pour une Europe unie, par le Mouvement européen de Paul-Henri Spaak, par les services de presse des autorités militaires nationales ou de l'OTAN¹⁰³. Puis, *La Voix internationale de la*

99 *La Voix internationale de la Résistance*, (stencil), numéro posthume dédié à Halin, compte rendu du VIF congrès de l'UIRD, Berlin, 15-20.VII.1974.

100 Jean Kréher, président de l'URPE, mandataire de l'UNADIF, le 6.V.1960 à Bruxelles, in *La Voix internationale de la Résistance*, IV.1960.

101 *Ibidem*.

102 *Ibidem*.

103 Dans le prolongement historiographique direct de la propagande anticommuniste, on relève bien évidemment le livre écrit par Halin lui-même et publié par l'URPE : *L'Europe unie, objectif majeur de la résistance. Introduction par Paul-Henri Spaak*, [Bruxelles/Paris], 1967, 84 p. Dans la même ligne, voir HENRI BERNARD, *Esprit de la résistance et conscience européenne / Geest van het verzet en Europees bewustzijn*, Bruxelles, 1980, 59/60 p. avec en dédicace : "Dans l'impérissable souvenir d'Hubert Halin". Le livre de WYRWA (1987), cité ci-dessus (note 10), est l'exemple le plus récent dans la ligne anticommuniste dure.

Résistance et Déportation et Liberté se servirent de l'historiographie académique non-communiste pour légitimer leur action. Ils se référèrent aux initiatives internationales se développant à partir de 1958 (conférences internationales réunissant des chercheurs de l'*Institut für Zeitgeschichte* à Munich, de *Yad Vashem* à Tel-Aviv, du *Rijksinstituut voor Oorlogsdocumentatie* à Amsterdam ou de la Commission d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale à Paris). Les ténors de l'historiographie de la résistance nationale s'y rencontraient : le Danois Haestrup, le Néerlandais De Jong et surtout le Français Henri Michel. Pourtant, Henri Michel en particulier, était très prudent dans ses publications de l'époque, constatant une "unité de fait" de la résistance européenne, par un même combat contre le même ennemi nazi - allemand et collaborateur - avec les mêmes armes et les mêmes méthodes de combat¹⁰⁴. Les réserves que Michel émit quant aux programmes politiques pour l'avenir de l'Europe furent soigneusement écartées par les publicistes anticommunistes, pour qui "la Pensée de la résistance" devint une référence-clef, pour l'utilité de l'expression, plutôt que pour son contenu¹⁰⁵. Enfin, en 1968, Walter Lipgens produisit l'ouvrage de référence rêvé, *Europa-Föderationspläne der Widerstandsbewegungen 1940-1945. Eine Dokumentation*, qui rassemblait des extraits de textes recueillis dans la presse clandestine ou des publications de résistants, le tout donnant l'impression d'une totale unanimité entre tous les résistants¹⁰⁶. À partir de là, l'anticommunisme explicite disparut et la voie s'ouvrit pour l'adoption de la thèse de 'La Résistance' pro-européenne dans les publications de l'histoire de l'intégration européenne.

104 HENRI MICHEL, *Première Conférence internationale sur l'Histoire de la Résistance européenne. Organisée par la Fédération belge des Professeurs d'Histoire. Rapport général. La résistance européenne : ses formes d'action, son évolution. Les problèmes de son étude. Palais des Congrès, Liège, 14-15-16/09/58; Bruxelles-Breendonk 17/09/58, Liège, 1958, 40 p.* Le rapport est cité et reproduit dans *Déportation et Liberté*, n°19, VII-IX.1958. L'URPE se réfère au même texte à l'occasion de son X^e anniversaire, se proclamant "héritière d'un des principaux courants de la résistance" [XI.1966]. Le congrès de Liège provoqua une réaction immédiate de la part des communistes : "Histoire de la Résistance ou diversion anticommuniste?", in *Le Drapeau Rouge* (Bruxelles), 19.IX.1958.

105 Michel est le co-auteur d'une publication de programmes de mouvements de résistance, entre autres à propos de la politique internationale. Si l'ouvrage est caractérisé par une vision mythique du gaullisme, il est plutôt réaliste à propos de 'l'eupéanisme' des mouvements de résistance. "La Pensée fut constamment dictée par les circonstances. De ce fait elle devait forcément se modeler un peu sur le déroulement des événements. [...] La pensée de la résistance n'a pas été une ni constante. Le développement de la lutte rassemblait des hommes venus des horizons spirituels les plus divers, sinon les plus opposés; seule les unissait la volonté de buter l'occupant hors de la France. [...] Lorsque l'unanimité se faisait entre des gens privés de contacts et idéologiquement séparés, c'est que la pensée commune était l'expression de la lutte commune; l'accord s'établissait contre des hommes ou des systèmes politiques; il était tout naturel contre le nazisme, un peu moins complet, du moins initialement, contre l'Allemagne. HENRI MICHEL & BORNE MIRKINE-GUETZEVITCH, *Les idées politiques et sociales de la Résistance* (introduction par GEORGES BIDAULT), Paris, 1954, 410 p.

106 Voir l'introduction. Pour les références, cfr la note 6.

Conclusion.

L'histoire des organisations et des initiatives internationales de résistants et de survivants des camps au cours des années 1945-1965 est peu édifiante. L'enthousiasme internationaliste qui anima les initiatives des premières années de l'après-guerre, les prises de contact dans une Europe aux contours vagues, s'enlisèrent rapidement dans une guerre de positions stérile. La mémoire de la Deuxième Guerre mondiale fut instrumentalisée.

La guerre avait marqué résistants et victimes au moins dans ce sens que le problème allemand restait pour eux la référence centrale de leur vision de la politique européenne d'après-guerre. C'est en tout cas ce que les activistes des deux côtés retinrent : ils estimaient que ce milieu serait encore prêt à combattre l'ennemi d'hier. Seulement, la 'solution' au problème allemand était celle de la Guerre froide, et le partage de l'Allemagne permettait aux deux côtés d'identifier un héritier différent au troisième Reich : la RDA 'totalitaire' ou la RFA 'remilitarisée'. L'offensive commémorative autour des sites des camps de concentration légitimait les États commémorateurs 'antifascistes' et du coup accusait la RFA, l'Allemagne 'non-dénazifiée', alliée suspecte d'une alliance anti-soviétique et donc 'anti-antifasciste'. Les anticommunistes, eux aussi, étaient absorbés par le problème allemand, l'intégration de l'Allemagne 'non-totalitaire' dans leur nouvelle Europe. La RFA adoptait la stratégie inverse de la RDA et par l'aveu de culpabilité de la *Wiedergutmachung* achetait la réconciliation des opposants les plus hardis à l'intégration de l'Allemagne dans l'alliance anticommuniste.

En fin de compte, l'activisme des associations de résistants et de persécutés ainsi que les conceptions de l'Europe qu'ils défendaient étaient davantage façonnés par la guerre idéologique en cours que par l'expérience de la guerre telle qu'ils l'avaient vécue. Ces abus de mémoire renvoient à l'échec du témoignage organisé de ceux qui avaient vécu ce qu'on a souvent décrit comme l'expérience fondatrice d'un nouvel ordre d'après-guerre. Ce témoignage n'échappait donc pas au climat politique de la Guerre froide, cette période glaciaire, tant au niveau national qu'international dans l'histoire de la pensée politique et du débat idéologique. Dans la confrontation de deux positions caricaturales, la véritable réflexion sur l'expérience de la résistance et de la persécution fut bloquée, falsifiée. Des deux côtés du rideau de fer, les héros et les martyrs de la lutte contre le nazisme furent mobilisés et disciplinés. L'ordre alternatif résistant dont certains auraient pu rêver dans les mois euphoriques qui suivirent la libération ne fut qu'une illusion dans un monde qui se préparait déjà à un prochain conflit. Au niveau de la réflexion politique, la Guerre froide apparaît comme un coma collectif profond, duquel l'Europe d'aujourd'hui a du mal à se réveiller.

Cet échec du témoignage par-delà le niveau personnel, renvoie aussi au problème plus fondamental de la traduction d'une expérience vécue, et même, ou surtout, d'une expérience aussi radicale que celle de la résistance et de la persécution, dans un

engagement politique, a fortiori s'agissant d'un projet européen dans un contexte si tragiquement différent des espérances cultivées pendant les jours de guerre. Il serait pourtant erroné de reprocher cet échec aux survivants des camps ou aux résistants actifs dans les années de l'après-guerre. Il ne serait que trop facile pour un observateur d'aujourd'hui d'oublier la réalité angoissante de la menace de guerre dans les années de la Guerre froide, en particulier pour des personnes qui avaient connu une expérience de guerre aussi cruelle que celle des camps. L'engagement politique radical des plus actifs parmi eux, vu le degré de politisation des années 1930-1960, pourrait lui aussi paraître étrange pour des observateurs d'une décennie qui voit l'apathie croissante d'une opinion de plus en plus apolitique. Les résistants et les survivants des camps étaient des individus qui avaient senti dans leur chair le proverbe : "Si vous ne vous occupez pas de la politique, la politique s'occupera de vous".

L'activisme commémoratif de la Guerre froide n'a pas été récompensé par une influence durable et ne survivra très probablement pas à l'après-Guerre froide. De plus, vue a posteriori, cette stratégie de la mémoire a été *self-defeating*. Les années soixante ont sonné le glas des mémoires collectives hégémoniques des antifascistes et des anti-totalitaristes. L'image des héros d'un combat idéologique unificateur et des victimes ayant souffert au nom d'une idée politique commune, qu'elles propageaient, a depuis été remplacée par des revendications catégorielles de groupes de victimes et de martyrs, séparés non pas par une opinion commune, mais par le sort différent que le régime nazi leur réserva. Il s'agit avant tout de la mémoire juive, dont la spécificité avait été systématiquement occultée dans les deux traditions. L'émergence de cette mémoire a sa propre dynamique, ses raisons endogènes - propres aux communautés juives européennes et à l'histoire de l'État d'Israël - mais elle a en partie été rendue possible par les réseaux et les structures créés par l'activisme de la Guerre froide.

En effet, la 'guerre des camps' a préservé les sites des camps de concentration, menacés de disparition, elle a créé des musées, des monuments, des pèlerinages et des rituels commémoratifs. Elle a rassemblé des survivants en comités internationaux et en amicales nationales. Parmi ces survivants, il y avait inévitablement des Juifs, qui, même s'ils s'engageaient d'abord par conviction politique, ne pouvaient échapper à la différence, à la spécificité de leur sort dans cet 'univers concentrationnaire' homogène que la bataille pour la mémoire commémorait. Les sites des camps, eux aussi, même s'ils étaient organisés dans un but politique précis qui niait la spécificité du génocide, restaient néanmoins les endroits où une partie importante du génocide s'était effectuée : transport et concentration dans la plupart des camps, mise à mort systématique à l'intérieur du complexe d'Auschwitz. Le rôle d'Auschwitz comme symbole international de la souffrance sous le nazisme doit beaucoup à l'action du ZBoWiD, du Comité international et de la FIR, qui ont sorti ce camp de l'ombre de Buchenwald et de Dachau, les deux camps symboles en Europe occidentale dans la première décennie de l'après-guerre, autant pour les communistes - qui y étaient très nombreux - que pour

les anticommunistes, résistants déportés et otages dont la grande majorité était détenue dans des camps 'occidentaux'. Commémorer le lieu d'Auschwitz menait inévitablement à une confrontation avec le génocide.

Les communistes ont déclenché une commémoration de la souffrance sous le nazisme, qui, par sa propre logique, réduira leur rôle comme martyrs-symbole à la marginalité vis-à-vis de la nouvelle mémoire juive dont elle a rendu l'ascension possible. Il en va de même pour la mémoire anticommuniste. Les associations de droite, dominées par les résistants déportés, au détriment des déportés politiques ou raciaux, s'engageront dans la *Wiedergutmachung*, un processus qui singularisera la souffrance des Juifs par rapport aux héros nationaux de la résistance conservatrice, mais aussi par rapport à l'assimilation qu'ils entendaient propager entre camp nazi et goulag soviétique. En créant les réseaux qui véhiculeront une autre mémoire que la leur, les antagonistes du débat de la Guerre froide ont creusé leur propre tombe. En 1965, au moment du vingtième anniversaire de la libération, les mémoires hégémoniques antifasciste et anti-totalitaire atteignent leur apogée. Le déclin est prêt à s'amorcer.

Pour 'l'histoire de la conscience européenne', il importera sans doute plus d'étudier l'impact de la Guerre froide que celui de la Deuxième Guerre mondiale, sa résistance et sa souffrance. Dans le débat idéologique, dans les excès de propagande et d'instrumentalisation du passé, mais peut-être aussi dans une certaine historiographie trop partisane, trop proche de ce débat idéologique, on a essayé de créer une fausse impression de continuité. Cette continuité est censée lier l'Europe, dont certains textes fondateurs de la résistance font mention, à travers des décennies de Guerre froide et 'd'eupéanisme' en réalité plus 'atlantiste' qu'européen, à l'Europe d'aujourd'hui. C'est ce faux-semblant de continuité qu'il faudra briser. Si l'on peut puiser quelque inspiration dans les grands projets de certains auteurs résistants - et là encore, quelle utilité y a-t-il de reprendre des textes, qui par la suite sont devenus anachroniques ? - l'Europe a tout intérêt à s'émanciper de toute continuité avec cette Europe de la Guerre froide, une Europe aliénée, une Europe de guerres de positions stériles, une Europe aux enseignements dangereusement fallacieux pour celle d'aujourd'hui. Après tout, dans sa situation actuelle, l'Europe n'a pas tant besoin d'un passé que d'un avenir.

PIETER LAGROU (1967) est docteur en histoire, attaché comme chercheur au département d'histoire de l'Université de *Leuven*. Ses recherches, comparatives, portent sur la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale en Belgique, en France et aux Pays-Bas, avec une attention particulière pour l'impact sur la société d'après-guerre de la Résistance, du travail obligatoire et de la persécution nazie. Il enseigne actuellement le cours *Guerres et représentations au XX^e siècle* à l'Université de Provence.